

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

L'ASSURANCE POPULAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le 30 Novembre 1909

PAR

Joseph LACROIX



LYON

A. REY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR DE L'UNIVERSITÉ

4, RUE GENTIL, 4

1909

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

L'ASSURANCE POPULAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le 30 Novembre 1909

PAR

Joseph LACROIX



LYON

A. REY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR DE L'UNIVERSITÉ

4, RUE GENTIL, 4

1909

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM. CAILLEMER, C. ✱, I. 🌿, Doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I. 🌿, professeur honoraire.

THALLER, ✱, I. 🌿, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. 🌿, professeur honoraire.

GARRAUD, I. 🌿, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. 🌿, professeur de Droit romain.

FLURER, I. 🌿, professeur de Droit civil, Doyen.

COHENDY, O. ✱, I. 🌿, professeur de Droit commercial.

PIC, I. 🌿, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. 🌿, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. 🌿, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. 🌿, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. 🌿, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, I. 🌿, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

BROUILHET, I. 🌿, professeur d'Economie politique.

HUVELIN, A. 🌿, professeur de Droit romain.

LÉVY, A. 🌿, professeur de Droit civil.

GONNARD A. 🌿, professeur d'Histoire des Doctrines Economiques et d'Economie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. 🌿, professeur de Procédure civile.

BECQ (J.), I. 🌿, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

MM. GONNARD *Président.*

BOUVIER }
BROUILHET } *Assesseurs.*

BIBLIOGRAPHIE

- ARSANDAUX. — *L'Assurance populaire dans le canton de Neuchâtel.*
- Vicomte d'AVENEL. — *Le Mécanisme de la Vie Moderne*, t. IV : L'Assurance-Vie.
- M. BELLOM. — *Du Rôle des Sociétés de Secours Mutuels en matière d'assurance populaire.* Rapport au Congrès des Actuaires de Berlin en 1905.
- *Les Sociétés d'assurance privées et l'assurance sociale.* Rapport au Congrès des Actuaires de Vienne en 1909.
- L. BALLEYDIER et H. CAPITANT. — *L'Assurance sur la vie au profit d'un tiers et la Jurisprudence.*
- CHAUFTON. — *Les Assurances*, t. I et II.
- CHEYSSON. — Rapport au Congrès des habitations à bon marché.
- DUPUICH. — *Traité pratique de l'assurance sur la vie.*
- G. HAMON. — *L'Assurance populaire (l'Assurance moderne du 20 février 1909).*
- LEFORT. — *Traité du contrat d'assurance sur la vie*, t. IV : L'assurance populaire.
- F. LÉPINE. — *La Mutualité. Ses principes. Ses bases véritables.*
- LEROY-BEAULIEU. — *Essai sur la répartition des richesses.*
- L. MABILLEAU. — *La Mutualité française.*
- Augustin REY. — *L'Assurance populaire et les Compagnies d'assurance (la Revue du 1^{er} avril 1909).*
- ROCHETIN. — *La Caisse nationale de prévoyance ouvrière.*
- VERMOT. — *Le Catéchisme de l'Assurance sur la vie.*
- Rapports des V^e et VI^e Congrès des Actuaires. *La Semaine. L'Assurance moderne. Bulletin de l'Institut des Actuaires.*
-

INTRODUCTION

L'un des premiers symptômes des progrès de la civilisation chez un peuple est la multiplicité des mesures de précaution prises contre les éventualités nuisibles. C'est d'abord le sentiment instinctif de l'homme se défendant contre les maux qui l'environnent; plus tard, de l'organisation de la Société et de la Famille, se dégagera la notion de dommage et de réparation : le principe de l'assurance est alors né. Ce n'est qu'à une époque récente qu'on lui donnera son nom et ses bases scientifiques.

Mais si l'assurance agrandit tous les jours son domaine, elle n'a pas encore trouvé, dans l'ensemble, l'organisation et la simplicité de mécanisme qui lui permettraient de pénétrer partout, même dans les classes ouvrières.

Le travailleur reste faible et impuissant devant les risques qu'il court et les dangers qui le menacent. La maladie et la mort fondent sur lui à l'improviste apportant avec elles à son foyer, la privation, la gêne, et trop souvent la misère elle-même. Les précautions que sa prévoyance peut lui inspirer de prendre contre elles, en transformant par l'économie son capital tra-

vail en capital argent, risquent fort d'être vaines et insuffisantes. Car pour en arriver là il faut le temps et il ignore celui qui lui sera laissé pour accumuler cette épargne. Comment, avec les charges de la famille et de la vie sociale, avec son salaire modeste, bien qu'il tende à s'élever, et une économie même stricte, le travailleur pauvre, sans patrimoine, pourra-t-il toujours mettre non seulement ses vieux jours à l'abri de la misère, mais encore se prémunir contre les incapacités de son travail. Cette incertitude de sa destinée et de celle des siens fait le tourment de l'homme.

Pour remédier à cette théorie de maux qui encombre la vie du travailleur on s'efforce de créer une série d'assurances. Leur utilité économique incontestable les a fait dénommer les Assurances Sociales.

Il est hors de doute que l'on peut trouver dans l'assurance au décès un remède efficace contre cette incertitude du lendemain. Tel sera le but de l'Assurance Populaire.

On peut la définir :

Une assurance d'un capital différé doublé d'une assurance progressive en cas de décès. Moyennant le paiement d'une faible prime qui varie selon l'âge et qui est proportionnel au capital assuré, la Compagnie garantit, par contrat, le paiement d'une somme fixe au contractant lui-même, s'il est vivant à l'expiration d'un délai convenu qui commence à courir du jour de la police, et le paiement à sa famille, immédiatement après son décès, survenu au cours de ce délai, du capi-

tal assuré. Le capital que le contractant touche, en cas de survie, pourra servir à constituer une retraite, car il sera toujours loisible à ce contractant de laisser tout ou partie du montant de son contrat entre les mains de la Compagnie qui lui servira une rente viagère calculée d'après l'âge du contractant à l'échéance.

Ainsi envisagée, l'assurance populaire a l'avantage d'être à la fois une assurance retraite et une assurance contre le décès. Quelle sera sa place parmi les assurances sociales ?

Les différentes branches de l'assurance sociale sont les suivantes :

- 1° L'assurance contre la maladie ;
- 2° L'assurance contre les accidents ;
- 3° L'assurance contre l'invalidité ;
- 4° L'assurance contre le chômage.

Il est évident que l'assurance-accidents est une assurance contre l'invalidité mais parce que cette invalidité provient d'un fait dont l'ouvrier n'est pas seul responsable, on l'a classée à part. On a fait de même pour l'assurance-maladie, car la maladie n'entraîne qu'une incapacité momentanée de travail et cette assurance exige la création d'organes voisins du malade afin de réaliser la célérité et la vigilance dans l'allocation des secours et éviter les abus.

La véritable invalidité qu'envisage l'assurance est celle provenant soit de la vieillesse, soit de maladies incurables. Le décès est regardé comme une conséquence de l'invalidité. L'assurance-invalidité a donc les

formes suivantes : assurance contre l'invalidité prématurée hors les cas d'accident, assurance en cas de décès naturel prématuré du chef de famille, assurance contre la vieillesse et assurance des frais funéraires.

L'assurance populaire est donc une assurance-invalidité, puisqu'elle est à la fois une assurance contre la vieillesse et une assurance contre le décès. Elle complète heureusement la première, puisqu'elle crée immédiatement, au profit de la famille, le capital qu'elle aurait procuré à l'ouvrier s'il avait vécu.

Cette conception sociale de l'assurance est excessivement récente, et son application soulève de nombreux problèmes.

Deux cas doivent être envisagés ; ou l'assurance est facultative, ou elle est obligatoire.

Premier cas. — Sous un régime de liberté les assurances sociales peuvent être réalisées par les Sociétés de Secours mutuels. Mais nous verrons qu'en matière d'assurance-vieillesse et d'assurance au décès, leur organisation actuelle ne leur permet pas de réaliser ces deux assurances. Il leur faut la collaboration des Sociétés d'assurance privées. Celles-ci apporteront une garantie précieuse aux mutualistes.

Deuxième cas. — Lorsque le législateur prescrit l'assurance obligatoire, il est rare qu'il puisse réaliser à la fois les diverses formes de l'assurance sociale. Même dans le cas où l'assurance deviendrait obligatoire, les Sociétés d'assurances privées ont donc un rôle

à jouer dans le domaine où le législateur ne s'est pas encore aventuré.

Nous allons étudier la solution que l'on peut donner à l'une de ces assurances sociales, l'assurance au décès ou assurance populaire sous le régime de la liberté.

Deux formes de l'association se sont développées dans le siècle dernier : les Sociétés de Secours mutuels et les Compagnies d'assurances. On compte actuellement plus de trois cents Compagnies ou Sociétés d'assurance et plus de vingt-trois mille Sociétés de Secours mutuels.

Toutes procèdent de l'association avec cette différence que les Sociétés de Secours mutuels se sont fondées dans une idée de solidarité et les Compagnies d'assurances dans un but commercial. Les premières sont plus philanthropiques, les secondes plus scientifiques, elles ont toutes le même but, réparer les effets nuisibles des maux qui nous entourent.

Mais ce principe de réparation ne peut avoir une heureuse application qu'en profitant d'une part, de la science de la statistique (loi des grands nombres) et d'autre part en asseyant l'assurance sur de larges et solides bases financières faites des ressources compliquées du crédit, des combinaisons multiples du placement à intérêts, des procédés perfectionnés de l'association. Or nous verrons qu'il manque à la Mutualité ces qualités pour donner à l'assurance toute sa certitude. L'organisation rigoureuse des Compagnies d'assu-

rance et le but commercial qu'elles poursuivent font qu'elles ne peuvent pas être guidées par aucune philanthropie, aussi s'adressent-elles plutôt au capital déjà formé, aux salaires mieux rémunérés; elles font porter leurs opérations sur des contrats plus importants laissant plus de marge aux bénéfices.

Voilà pourquoi par une habile entente ces deux organes assureurs peuvent faire œuvre utile, se complétant heureusement l'un l'autre; l'un apporte sa précision scientifique que l'autre adoucit par son principe de solidarité.

C'est l'effet de cette collaboration qui permettra de solutionner la question de l'Assurance Populaire, sous un régime de liberté.

Cette assurance a fait l'objet de moins d'études que les autres assurances sociales. Peut-être est-ce parce qu'elle exige un sentiment d'abnégation puisque le sacrifice qu'on demande à l'ouvrier peut ne pas lui profiter. Cependant ce caractère de désintéressement est susceptible d'élever le niveau moral de la classe ouvrière tout en améliorant sa situation.

Quelle est l'utilité de l'assurance populaire? Quel est le fonctionnement qu'elle doit avoir? Comment s'est-elle développée en France et à l'Etranger? Quels fruits peut-on tirer de la collaboration des Sociétés de Secours mutuels et des Compagnies d'assurances à cette œuvre?

Telles sont les questions qu'il nous a paru intéressant de se poser et que nous étudierons successivement.

L'ASSURANCE POPULAIRE

CHAPITRE PREMIER

DE L'ASSURANCE POPULAIRE

I. — SON UTILITÉ

Les besoins croissent avec la civilisation ; c'est une loi d'économie politique. Une institution nouvelle qui satisfait à l'un de ces besoins a sa raison d'être. L'assurance populaire donne la sécurité à l'individu, son utilité est donc incontestable.

Le principe posé, il faut en montrer l'exactitude : au double point de vue social et moral, l'assurance populaire est utile.

Jusqu'à nos jours, l'assurance a été considérée comme un luxe que seules les classes aisées pouvaient se permettre. Si nous la rendons accessible à la classe laborieuse, il en résultera pour elle une amélioration certaine, puisque dans la mesure du possible, seront atténuées les conséquences pécuniaires, résultant de la disparition inopinée d'un chef de famille, dont le travail personnel est l'unique richesse.

Mais il convient de ne pas exagérer la portée de ce progrès : Emile de Girardin était dupe de ses théories

lorsqu'il trouvait dans l'assurance universelle la solution de la question sociale et en faisait la clef de voûte de tout un système politique. Dans un sens opposé, Proud'hon se trompait également quand il en niait l'efficacité et écrivait :

« La Caisse d'épargne, la Mutualité, l'Assurance sur la vie, choses excellentes pour qui, jouissant déjà d'une certaine aisance, désire y ajouter des garanties, demeurant tout à fait infructueuses, sinon même inaccessibles à la classe pauvre. La sécurité est une marchandise qui se paie comme toute autre et comme le tarif de cette marchandise baisse non pas selon la misère de l'acheteur mais selon l'importance de la somme assurée, l'assurance se résout en un nouveau privilège pour le riche et une ironie cruelle pour le pauvre. »

A l'époque où l'auteur écrivait ces lignes, ses critiques étaient fondées. Nul n'avait songé aux moyens propres à abaisser le prix de cette marchandise et à l'adapter à la situation de l'acheteur. Nous verrons que par les qualités que nous exigeons de l'assurance populaire, la question est solutionnée.

L'assurance ne peut donner que ce qu'elle cherche, une réparation du dommage causé, un soulagement aux maux qui nous entourent. Le but de l'assurance populaire est d'atténuer le sort réservé à la famille du travailleur disparu prématurément; elle évite à la femme et aux enfants de rester dans la misère, c'est diminuer d'autant l'armée du paupérisme.

Le développement de cette institution améliorerait ainsi le sort d'une catégorie d'individus dont le seul

capital est le travail, capital destiné fatalement à disparaître avec eux.

Mais là ne se borne pas son utilité sociale, l'assurance populaire est profitable à l'État lui-même.

Parmi les responsabilités d'un État moderne, il en est une plus délicate que les autres, résultant du droit à l'assistance. Aussi la crainte de voir s'élever les charges nécessaires pour secourir l'indigence incite les États à encourager et à instituer la prévoyance. C'est ainsi que le besoin de sécurité, que l'assurance doit satisfaire, se développe avec la civilisation au point d'être éprouvé non plus par l'individu, mais par la société elle-même.

L'assurance crée avec le concours de bénéficiaires éventuels des ressources destinées à venir en aide aux travailleurs infirmes et âgés, à la femme et aux enfants du décédé. Elle évite ainsi à l'État de subvenir aux victimes du hasard dans des proportions dont l'indétermination pourrait grever trop lourdement les finances.

L'avenir de la société est étroitement lié à celui de l'individu : le résultat de l'épargne journalière ne sera réellement atteint que si elle est continuée jusqu'à la retraite ou au décès. L'individu est donc intéressé au maintien de l'ordre dont le trouble menace son épargne passée en annihilant son effort et, en compromettant la prospérité commerciale, réduit ou supprime le travail dont la rémunération fournit à l'ouvrier les éléments de l'épargne ultérieure.

L'assurance populaire, en rendant la situation de l'individu meilleure facilite la tâche de l'État.

L'assurance populaire a de plus une utilité morale.

En créant dans la famille l'idée de prévoyance, elle tranquillise le père sur l'avenir des siens. C'est en effet pour lui un repos de savoir que sa disparition n'apportera pas la misère dans son foyer. Le désir de payer ses primes, quand il aura compris la nécessité de cette institution, l'encourage dans son travail qui devient plus productif.

Cette forme de la prévoyance, en facilitant l'ordre et l'économie, donne avec la certitude du lendemain plus d'union dans la famille, et les scènes pénibles suscitées par la misère seraient épargnées aux enfants que ce modeste capital permet à la mère d'élever ; celle-ci pourra leur faire donner l'instruction nécessaire, ils apprendront le métier dont ils vivront plus tard.

Le niveau moral de nombreuses familles se trouvera ainsi élevé, puisque l'éducation possible évitera que ces enfants, natures excellentes, laissés dans la peine par la mort prématurée d'un père, ne soient entraînés dans un mauvais chemin.

II. — SES QUALITÉS

Les conditions de forme de l'assurance-vie ordinaire ne peuvent s'appliquer à l'assurance populaire. Les qualités spéciales qu'elle doit avoir sont les suivantes :

- 1° Faible importance du capital assuré ;
- 2° Non absolue nécessité d'une visite médicale ;
- 3° La réduction au minimum des causes de déchéance de la police ;

4° Modicité des primes et leur fractionnement au maximum ;

5° Minimum des frais d'encaissement.

Nous allons étudier ces différentes questions et indiquer les moyens de donner ces qualités à l'assurance populaire.

A. — L'assurance sur la vie a pour but d'atténuer les effets de la disparition du chef de famille. L'assurance populaire doit produire les mêmes effets.

Un capital trop minime n'est pas suffisant ; de même il est inutile d'assurer un capital disproportionné avec la situation de l'ouvrier. C'est la raison pour laquelle nous en fixons le montant approximativement entre 3.000 et 5.000 francs.

Cette somme par son importance peut donner à la veuve le temps de trouver le travail qui lui permettra d'élever ses enfants ou tout au moins de compléter ses gains personnels. Les enfants du disparu arriveront ainsi à l'âge où ils pourront eux-mêmes gagner leur vie, sans avoir connu la misère. Le prix d'une telle assurance, comme nous le verrons, n'est pas trop élevé pour être prélevé sur le salaire journalier de l'ouvrier ou les appointements de l'employé.

L'importance de ce capital est supérieure aux sommes généralement admises à l'étranger pour cette sorte d'assurance. Le montant des contrats d'assurance populaire en Angleterre varie entre 500 et 1.500 francs. Dans ce pays, il est vrai, ce n'est pas une idée de prévoyance, qui pousse les Anglais vers ce genre d'opéra-

tion, c'est plutôt par raison d'égoïsme en vue de s'assurer des funérailles décentes.

L'assurance populaire doit avoir une portée plus considérable, l'utilité sociale qui s'en dégage, comme nous l'avons vu, doit la faire naître d'un principe plus généreux.

Parmi les combinaisons d'assurance que nous offrent les Compagnies, deux semblent plus aptes à corroborer nos vues : ce sont les assurances dites mixtes et celles dites vies entières à primes viagères.

Dans l'assurance mixte, le capital est payable soit au décès de l'assuré, si ce décès survient avant le terme du contrat, soit au terme du contrat, si l'assuré vit à cette époque.

Dans l'assurance-vie entière, le capital est payable dès le décès de l'assuré, à quelque époque qu'il survienne.

Cette seconde combinaison, beaucoup moins coûteuse que la première, a le grave inconvénient de ne pas limiter les engagements du contractant, qui peut être obligé d'acquitter sa prime sa vie durant.

La mixte n'a pas cet inconvénient, mais elle est beaucoup plus onéreuse. On peut cependant pallier à ce défaut en prenant une mixte de longue durée. Mais alors, dans ce cas, l'assurance doit être souscrite très jeune, c'est-à-dire dès que l'homme vit de son travail (15 ou 18 ans).

A cet âge, la mixte à longue échéance est abordable même pour le capital le plus élevé (5.000). Il est préférable de souscrire à cette époque un capital de cette importance. Le chef de famille peut disparaître plus

jeune et le temps d'attente avant d'avoir parfait l'éducation des enfants est plus long, d'où nécessité d'un capital plus fort.

Si l'assurance est contractée plus tard, le capital peut être moindre (3.000) puisque les enfants sont plus rapprochés du terme de leur éducation, la forme mixte est encore abordable ; cependant, si le chef de famille croit avoir besoin d'une somme plus élevée pour les siens, il emploiera la vie entière pour en acquitter plus facilement les primes ; celles d'une mixte d'une durée courte à un âge avancé étant trop élevées.

Prenons les barèmes en vigueur dans les Compagnies et étudions le coût de ces différentes combinaisons.

A 16 ans, pour une mixte de 5.000 francs et de durée 39 ; ce qui porte à 55 ans l'échéance du contrat, date correspondant bien à l'époque à laquelle un ouvrier peut prendre sa retraite, la prime annuelle est de cent treize francs, soit de 0,314 par jour.

Supposons maintenant que l'ouvrier ne souscrive son contrat qu'à 30 ans ; pour ramener l'échéance de ce contrat à 55 ans, il doit souscrire une mixte de 25 ans ; mais ce ne sera plus que pour un capital de 3.000 francs. La prime annuelle est alors de cent onze francs, soit 0,309 par jour, ce qui donne une prime sensiblement égale à la première.

Dans le cas où le chef de famille voudrait un capital de 5.000 francs, il pourrait alors, s'il ne se sent pas les moyens de prélever sur son salaire la prime correspondante à la mixte pour ce capital, contracter une police vie entière. La prime annuelle nécessaire au

capital de 5.000 francs est de 120 francs par an, soit 0,333 par jour.

Ce prélèvement journalier de 30 à 35 centimes sur le salaire de l'ouvrier ou de l'employé n'est pas impossible, surtout si, comme nous le verrons dans la suite, nous y faisons participer l'employeur en introduisant dans le salaire minimum cet élément nouveau. En dehors de ces limites, le prix de ce risque serait trop coûteux. Quel que soit l'âge du proposant, il faudra donc réduire le capital assuré dans de telles proportions que la prime distraite du gain journalier ne dépasse pas ce maximum de 30 ou 35 centimes.

La supériorité de la mixte se fait encore sentir, si l'on considère l'assurance-vie, non plus au point de vue de la famille du preneur d'assurance, mais au point de vue de ce preneur lui-même. Il arrive, en effet, souvent que l'éventualité couverte par l'assurance ne se produit pas et que le père de famille vit suffisamment pour atteindre l'échéance de la police. Il doit alors non plus penser aux siens, mais à lui-même. Il faut donc que les économies faites par l'assurance lui soient profitables. L'assurance-vie doit donc être susceptible de devenir une assurance-retraite.

La vie entière à primes viagères ne peut donner ce résultat, puisque le capital n'est payable qu'en cas de décès. La mixte, par l'apport d'un capital à une date certaine, grossit d'autant la retraite du preneur d'assurance.

En convertissant en viager à cette époque le capital, nous trouvons que 5.000 francs à 55 ans, échéance précédemment fixée, donnent une rente de trois cent

soixante et un francs cinquante centimes. Il y a là, après avoir couvert un risque la vie durant, un sérieux actif pour la retraite.

Ainsi se trouvent établies la nécessité et la possibilité d'un capital de 3.000 à 5.000 francs qui, s'il ne sert pas à la famille de l'assuré, devient pour lui une véritable retraite.

B. — Les Compagnies ne délivrent un contrat d'assurance-vie que sur avis favorable du médecin qui visite le proposant. En matière d'assurance populaire, cette visite est-elle indispensable ? Nous ne le croyons pas, car il y peut être suppléé de différentes manières. Le but de cette visite est d'exclure par la sélection tous les risques douteux ; les tables de mortalité dont se servent en effet les Compagnies pour établir leurs tarifs, sont dressées d'après les observations faites sur une population choisie.

On peut, cependant, sans cette visite arriver à un résultat sensiblement égal. Voici les moyens employés.

Avant d'accepter l'assurance, les Compagnies remettent à leur futur assuré un questionnaire précis sur ses antécédents, ses maladies antérieures, son état actuel de santé. Il doit répondre à ces questions avec le plus d'exactitude possible. Une réponse volontairement erronée peut entacher la validité du contrat qui s'en suit.

Par surcroît de garantie, les Compagnies prescrivent ce qu'elles appellent un « stage », c'est-à-dire une période d'attente pendant laquelle elles n'ont pas à payer l'intégralité du capital, si le décès survient.

Nous verrons, en étudiant le fonctionnement de l'assurance populaire à l'étranger, qu'une gradation est établie dans le paiement de l'indemnité si le décès se produit la première, deuxième ou troisième année.

Les Compagnies anglaises, dans leur rapport, affirment que les risques douteux disparaissent presque tous pendant ce laps de temps.

Ces mesures sélectionnent les risques comme une visite médicale. C'est l'avis qu'émettait M. François au V^e Congrès des Actuaires à Berlin en 1906.

« Eu égard à la faible importance des primes, disait-il, il ne peut être question de faire supporter à l'assuré les frais relativement élevés d'un examen médical. Il est donc indispensable d'adopter certaines mesures de précaution afin de se couvrir contre les spéculations possibles.

« Ces mesures plus ou moins libérales sont ordinairement basées sur le même principe.

« La police n'a son plein effet qu'au bout d'un certain délai pendant lequel le capital n'est payable en entier que dans des circonstances particulières bien définies.

« Ces clauses paraissent constituer une barrière suffisante contre les spéculations. On peut même se demander si elles ne sont pas trop draconiennes et s'il n'est pas possible de fixer des conditions plus libérales sans danger pour la sécurité des organismes assureurs.

« En assurance ordinaire où les tarifs sont calculés à l'aide des taux de mortalité d'une population sélectionnée, l'examen médical a pour but de constituer au sein de la Compagnie une population aussi adéquate que possible à celle qui a servi de base aux observa-

tions. Cet examen doit donc être d'autant plus rigoureux que la sélection de la table a été plus forte.

« L'assurance populaire calculant ses tarifs d'après une table de mortalité générale peut, en principe, accepter tous les risques. Elle doit simplement se prémunir contre les effets d'une antisélection : en d'autres termes, il faut éviter d'assurer uniquement les mauvais risques. »

M. Lexis, à ce Congrès, avait les mêmes idées au sujet de la visite médicale.

« En raison de ce que l'examen médical, disait-il, fait défaut, on place à la base des calculs les probabilités de mortalité découlant d'une table populaire et on prescrit un stage. D'ordinaire, il est stipulé que, si l'assuré vient à mourir pendant la première année qui suit la conclusion du contrat, il y a simplement lieu à restitution des primes versées ; que, si le décès survient pendant la seconde année, la Compagnie ne paie que la moitié de la somme assurée. C'est seulement à partir de la troisième année que le montant total est acquis. »

M. Lexis conclut en affirmant que la mortalité, malgré l'absence d'examen médical, est presque toujours inférieure aux prévisions de la table populaire. D'après lui, ceci provient de la sélection opérée par le stage.

Nous voyons donc que la visite médicale peut être suppléée. Il faut cependant remarquer que ces opinions jugent les opérations faites par les Compagnies étrangères, or, pour celles-ci, le montant des capitaux assurés par chaque police n'est au maximum que de 1.500 à 2.000 francs. Pour des capitaux supérieurs,

M. François prétend que l'examen médical devient utile. Si cette opinion prévalait, étant donné l'importance du capital que nous avons fixé précédemment¹, il serait nécessaire de soumettre le proposant à l'examen médical. La Compagnie, qui ne voudrait pas assumer à elle seule un pareil risque, pourrait le diviser en le réassurant.

Nous n'entendons pas par là exclure la visite médicale, rien ne vaut encore cette sélection. Si l'on cherche des moyens pour la remplacer, c'est à cause des frais qu'elle occasionne, frais qui retombent sur l'assuré. Trouver la solution permettant au proposant de subir cet examen sans dépense serait la meilleure. Car cette visite a l'heureux effet de permettre à l'assuré de profiter immédiatement des avantages de l'assurance et à la Compagnie d'avoir une meilleure confiance dans le risque à garantir.

C. — L'assurance est en cours et la Compagnie assureur doit faire tous ses efforts pour maintenir cette police. C'est son intérêt d'abord et le but de l'assurance ne serait plus atteint si l'assuré était trop facilement déchu de ses droits.

Les causes de déchéance découlent de la nature même de ce contrat synallagmatique. En cas de non-exécution des conditions par l'une des parties, l'autre se trouve libérée de ses engagements.

Le non-paiement d'une des trois premières primes annuelles annule la police et les primes versées demeurent acquises à la Compagnie. Cette clause s'explique

¹ Voir ci-dessus.

parfaitement pour les contrats ordinaires. Les Compagnies se dédommagent ainsi des frais de recherches énormes qu'elles ont à payer aux intermédiaires. Dans l'assurance populaire, la commission n'existant plus, cette clause de déchéance disparaît avec elle. Dès la première prime, la police a une valeur extrêmement minime sans doute, à raison de la longue durée du contrat et de la modicité de chaque prime, valeur qui semble sans grand intérêt, valeur très considérable pourtant, si grâce à elle disparaît ce préjugé : Les Compagnies, en conservant intégralement les premières primes d'un contrat que l'on ne peut plus ensuite exécuter détiennent indûment l'argent d'autrui, et se créent ainsi d'énormes et déshonnêtes bénéfices.

Cette déchéance supprimée ramènerait la confiance des classes modestes vers les Compagnies.

Il serait préférable, vu le peu d'importance d'un contrat ainsi réduit, de l'annuler purement et simplement en remboursant à l'assuré ses versements, déduction faite des frais auxquels la Compagnie a été exposée.

Voici ce que font les Compagnies pour maintenir les polices en cours. Elles acceptent le paiement des primes en retard, en autorisant la reprise de l'assurance pendant une période assez longue allant jusqu'à une année. Il est évident qu'au delà de ces limites les Compagnies ne peuvent attendre. Il ne faut pas perdre de vue que dans l'établissement des barèmes on fait entrer en ligne de compte la capitalisation ; celle-ci ne se ferait plus si le retard dans le versement des primes était trop prolongé.

D'autres Compagnies facilitent le paiement des primes en en prélevant le montant sur les réserves mathématiques pour l'avancer à l'assuré. Ce système est condamnable, il a le grave inconvénient de majorer des intérêts une prime que l'assuré a déjà peine à payer.

Quels qu'ils soient, les moyens employés par les Compagnies n'auraient que peu d'efficacité. Les Compagnies donnent à leurs assurés des facilités mais aucun aide; c'est donc ailleurs qu'un assuré dans la gêne doit chercher cet aide. Ici se dessine le rôle que pourraient jouer les Sociétés de secours mutuels. Avec leur concours sera réellement tranchée cette question des déchéances. Nous étudierons comment, lorsque nous traiterons les rapports de la Mutualité et de l'Assurance populaire.

D. — Chaque année, l'assuré verse à la Compagnie une somme appelée prime, moyennant quoi l'assureur s'engage, si l'éventualité nuisible survient, à indemniser l'assuré proportionnellement à cette prime. En matière d'assurance-vie, en cas de décès de l'assuré, la Compagnie paie un capital fixé d'avance.

En matière d'assurance populaire, que doit être cette prime?

Elle doit être suffisante pour assurer le capital dont nous avons parlé, tout en s'adaptant à la condition de ceux qui la paieront. Comme il ne peut être demandé à l'ouvrier ou à l'employé qu'une prime minime puisqu'elle devra être prélevée sur des salaires ou des appointements généralement modestes, les Compagnies

pour en faciliter le paiement, la fractionnent le plus possible. Mais ce morcellement augmente leurs charges, en multipliant leur comptabilité, et par là leurs frais généraux. Il y a là une difficulté à laquelle elles se heurtent et comme nous le verrons, elles se sont efforcées de la résoudre sans résultats appréciables. Par contre-coup, l'assuré en supporte les conséquences. Nous reviendrons dans la suite sur cet inconvénient.

L'ouvrier ou l'employé doit prélever ces primes sur ses gains. Il semble donc que le salaire doit comporter le prix de cette assurance.

Le salarié est entouré de nombreux risques qu'on peut ramener à cinq ; trois qui lui sont communs avec le reste des hommes, deux spéciaux à sa condition. Les premiers sont la maladie, la vieillesse et la mort ; les seconds, l'accident et le chômage. L'épargne, surtout celle du pauvre, pourra-t-elle suffire contre tant d'ennemis.

Si le salarié est impuissant à lui seul pour se garantir, ne doit-il pas se retourner du côté du patron ? On peut soutenir que ces risques doivent retomber sur l'employeur. L'application de ce principe a constitué en Allemagne tout un système d'assurance, et a fait voter en France la loi de 1898 sur les Accidents du travail.

Partant de cette idée il est donc évident que le prix de l'assurance populaire, complément de la retraite ouvrière, doit entrer en ligne de compte dans le salaire normal.

« Parmi les éléments du salaire normal, il ne faut pas hésiter à comprendre le coût de l'assurance, car, sans l'assurance, tout est incertitude pour l'ouvrier :

le présent est sans confiance, l'avenir sans espérance, ni consolation. Le salaire n'est pas complet, s'il ne suffit pas à procurer à l'ouvrier la sécurité pour son avenir et celui de sa famille¹. »

Ce principe s'affirme de plus en plus et la loi des retraites ouvrières, en discussion au Parlement, complétera l'application que la loi de 1898 en a faite. Et l'assurance populaire est un complément nécessaire à la Retraite.

Certains patrons ont si bien compris l'exactitude de cette idée que de leur plein gré ils ont organisé des caisses de retraite. Mais cette initiative n'a encore trouvé que peu d'imitateurs.

Quelles sont les assurances nécessaires à la complète garantie du travailleur ? M. Brentano en nomme six, correspondant à peu près aux risques précités² :

1° Une assurance ayant pour objet une rente destinée à nourrir et à élever les enfants, en cas de mort prématurée ;

2° Une assurance de rente pour ses vieux jours ;

3° Une assurance pour avoir des funérailles décentes ;

4° Une assurance en cas d'infirmité ;

5° Une assurance en cas de maladie ;

6° Une assurance en cas de chômage.

Voici les prix de ces six assurances, tels que M. Engel les a établis :

¹ Chaufton, *les Assurances*, t. I, p. 230.

² Brentano, rapporté par M. Chaufton, *les Assurances*, t. I, p. 230.

a) Assurance d'un secours de 11 fr. 25 par semaine en cas de maladie	20 25
b) Assurance d'une rente à partir de 66 ans	15 »
c) Assurance d'un secours de 150 francs en cas d'infirmités	4 60
d) Assurance de funérailles	1 50
e) Assurance d'un secours de 12 fr. 50 par semaine en cas de chômage.	75 »
f) Assurance d'une rente destinée à nourrir et à élever ses enfants jusqu'à 16 ans, en cas de mort prématurée	100 »
AU TOTAL	<u>216 35</u>

En divisant ce chiffre par 305, nombre supposé des jours de travail, il résulterait que l'ouvrier devrait prélever journellement sur son salaire une somme de 71 centimes par jour. Si l'on ajoute encore à ce chiffre les 35 centimes que nous avons fixés pour l'assurance populaire, nous portons à 1 fr. 05 le coût de ces diverses assurances. Cette somme est évidemment trop forte, mais il est à remarquer que l'assurance populaire ne s'ajoute pas aux assurances énumérées par M. Brentano, elle se confond et remplace quelques-unes d'entre elles.

L'assurance-maladie et l'assurance de funérailles sont actuellement faites par les Sociétés de secours mutuels dans des conditions avantageuses. L'assurance en cas d'infirmités provenant d'accidents du travail incombe aux patrons, d'après la loi de 1898 et celles qui l'ont complétée. Il importe d'ajouter que ces lois ne s'appliquent pas à toutes les industries ou professions, mais il n'est pas douteux que, dans un avenir

prochain, ce principe ne soit étendu à l'ensemble du salariat. Il ne reste donc actuellement à la charge de l'ouvrier dans des conditions onéreuses que les trois autres assurances prévues, à savoir la rente de survie, l'assurance retraite, et l'assurance contre le chômage. L'assurance-populaire bien comprise remplacera avantageusement deux d'entre elles, la rente de survie et la retraite. Il ne restera pendant que la question du chômage.

Le chiffre fixé par M. Engel pour ces deux assurances est de 115 francs, il est sensiblement égal à celui que nous avons donné précédemment (113 francs).

Sans doute, en cas de décès du père, le capital de 5.000 francs prévu ne donnerait pas en l'aliénant une rente énorme, mais cette rente ne s'éteindra pas lorsque les enfants auront atteint l'âge de seize ans et la femme pourra en profiter dans la suite. Puis l'apport d'un capital peut être plus utile qu'une rente, il peut être la mise de fonds nécessaire à un commerce. Enfin, en cas de vie du père, les versements faits en vue de l'assurance populaire ne sont pas perdus.

A l'échéance (55 ans) en effet, si l'assuré vit, ce capital peut être transformé en viager et donnera une rente inférieure à celle prévue par M. Brentano¹, mais il la touchera onze ans plus tôt. En prenant pour âge de retraite, comme cet auteur le fait, 66 ans; avec la même prime, l'ouvrier serait assuré pour un capital plus fort puisque le contrat serait de durée plus longue, et la rente à l'échéance serait supérieure non

¹ Cette rente est de 433 fr. 50 à l'âge de 66 ans.

seulement du fait de cette augmentation de capital, mais aussi du fait de l'âge plus avancé du rentier. La prime de 113 francs donnerait pour une durée de 50 ans un capital d'environ 7.000 francs et par suite à 66 ans une rente de 725 francs. L'avantage est évident.

L'ouvrier pourrait-il prélever sur son salaire la somme nécessaire à cette assurance, ou le salaire actuel en comporte-t-il le prix ?

Dans bon nombre d'industries, les salaires sont suffisamment élevés pour que l'ouvrier puisse prélever au moins une partie de cette prime, mais ce serait impossible pour la plupart des autres.

Sous la pression des nécessités et même des volontés, les salaires vont croissant, c'est un fait indiscutable ; il ne faut pas en conclure que la condition des classes ouvrières s'améliore en proportion de cette hausse¹. La dépréciation monétaire d'un côté, l'augmentation du coût de la vie de l'autre en diminuent la valeur.

C'est surtout en ce qui concerne les produits alimentaires (viande, légumes, vins, beurre, etc.) que s'est fait sentir cette augmentation.

M. le sénateur Gauthier, dans un article exclusivement consacré à cette question, écrit :

« Ce n'est pas douteux, le coût de la vie va croissant depuis quelques années. Le problème, en tout temps si ardu à résoudre du logement, de l'habillement et de l'alimentation, prend tous les jours une acuité nouvelle.

« Le monde des grandes usines et des grosses en-

¹ M. Gide prétend que les salaires agricoles ont doublé depuis un demi siècle, et les salaires industriels, augmenté des deux tiers.

treprises souffre du renchérissement des matières premières nécessaires à l'industrie. Une sorte de malaise pèse sur les affaires, et l'inquiétude, qui se manifestait il y a quelque temps, dans une partie du corps économique, le pénètre peu à peu tout entier.

Ces phénomènes ne sont pas spéciaux à la France, dit-il encore. En Allemagne, au cours des dernières années, la viande a renchéri de 34 pour 100 ; les pommes de terre, qui constituent la base de l'alimentation des classes laborieuses, ont augmenté de 46 pour 100. En 1906, le pain d'orge se vendait à Berlin 34 centimes ; on l'y payait 49 centimes un an après. L'existence dans la capitale de la Prusse et dans les principales villes de l'Empire est devenue plus coûteuse qu'à Paris.

En Angleterre, les produits de consommation courante y ont subi un renchérissement variant de 10 à 65 pour 100, qui a perturbé, bouleversé les budgets des petits et moyens ménages ».

Si la vie matérielle est plus coûteuse, certains produits au contraire, tels que l'épicerie, les articles manufacturés, vêtements, meubles, etc., ont diminué.

« On estime en définitive, conclut M. Ch. Gide, qu'en moyenne, c'est tout au plus si la vie matérielle a augmenté de 25 pour 100 depuis un demi-siècle. Or comme les salaires ont augmenté de 66 à 100 pour 100, on voit qu'il reste une bonne marge de hausse réelle¹. »

Néanmoins, le salaire ne satisfait pas tous les besoins, ne couvre pas tous les risques. L'ouvrier, commen-

¹ Ch. Gide, *Principes d'Economie politique*, p. 468 et suivantes.

çant à comprendre la valeur exacte de son travail, en exige peu à peu une juste rémunération. La doctrine, qui assimile l'ouvrier à une marchandise soumise à la loi de l'offre et de la demande, disparaît. Le salarié se défend et veut être traité comme un collaborateur. Le commerçant amortit son capital et se couvre des risques environnants, l'ouvrier veut qu'il en soit ainsi pour lui : c'est la raison pour laquelle le prix des assurances doit entrer dans son salaire.

Ce principe n'étant pas encore admis, c'est à l'ouvrier seul qu'on demande l'économie propre à le garantir. Il faut la lui faciliter par tous moyens.

Les Compagnies ont tout d'abord cherché le moment où cette prime peut être perçue sans difficulté, rapprochant l'époque de perception de celle du paiement des salaires ou des appointements. Elle est hebdomadaire ou mensuelle. Ainsi morcelée, elle est moins lourde et plus facilement payable.

Mais les gains des ouvriers ou des salariés ne sont pas toujours les mêmes ; leurs charges de famille varient. Avant leur mariage, il est plus facile à l'employé ou à l'ouvrier de payer une prime plus forte qu'à l'époque où surviennent les premiers frais du ménage. Le capital lui-même peut n'avoir pas toujours la même importance, le décès d'un jeune homme n'a pas les mêmes conséquences que celui d'un homme chargé de famille.

Toutes ces observations réunies peuvent guider l'établissement d'un barème d'assurance populaire. Ce sont des considérations qu'aucune Compagnie n'a faites jusqu'ici.

M. Leroy-Beaulieu, étudiant la productivité du travail de l'ouvrier et ses charges, a divisé la vie de ce dernier en plusieurs périodes.

« La vie de l'ouvrier, dit-il, se partage en six périodes : 1° Celle où il est à la charge de ses parents : Elle commence à sa naissance et dure jusqu'à l'âge de 14 ou 15 ans environ ; 2° celle où il peut se suffire sans avoir encore d'excédent de recettes, qui soit disponible pour l'épargne ; elle va de l'âge de 14 ou 15 ans à celui de 17 ou de 18 ; 3° l'âge vraiment productif pour l'épargne et décisif pour l'avenir de l'ouvrier ; ce sont les huit ou dix années qui s'étendent de l'âge de 17 ou 18 ans jusqu'au mariage, c'est-à-dire jusqu'à 25, 28 ou 30 ans ; alors l'ouvrier jouit de tous ses gains d'homme fait, sans avoir encore les charges du ménage ; il est rare qu'il ne puisse pas épargner le quart, le tiers, parfois la moitié de sa rémunération ; c'est la période importante pour le travailleur capable et frugal ; il peut y accumuler un trésor de plusieurs milliers de francs ; 4° l'ouvrier se marie à 25, 28, 30 ans, il a des enfants, ses charges deviennent lourdes ; s'il n'a pas d'économies, il est rare que la gêne ne survienne pas ; en tout cas, l'épargne ralentit ; cette période dure 15 ou 18 ans, allant jusqu'à l'âge de 45 ou 48 ans ; 5° survient une autre période, mais plus brève, d'aisance et où l'économie est de nouveau facile, c'est celle où les enfants sont d'âge à se suffire et où l'ouvrier, n'ayant pas encore perdu sa vigueur et son habileté, peut continuer à exercer son métier : cela dure 8 ou 10 ans, de 45 ou 48 à 55 ans : il peut encore de nouveau épargner le quart, le tiers, parfois plus, de ses gains ;

6° la vieillesse qui, pour le simple travailleur manuel, est souvent précoce, débute à 55 ou 58 ans et se divise elle-même en deux époques, celle où l'ouvrier peut encore se livrer au travail, mais avec moins de succès et en obtenant une rémunération moindre, et celle vers l'âge de 65 ou 70 ans, où il ne peut plus guère rien gagner¹. »

En tenant compte de ces particularités de l'existence de l'ouvrier, on pourrait graduer les primes de l'assurance et attribuer à chaque époque un capital correspondant aux besoins du moment.

E. — L'élément essentiel de l'organisation de la branche populaire est le procédé d'encaissement des primes.

C'est à résoudre ce problème que les Compagnies étrangères se sont essayées sans obtenir des résultats satisfaisants. Et il semble difficile, si les Compagnies continuent à vouloir assumer la charge de ces encaissements, de trouver une solution avantageuse.

Le principe, qui les a guidées, est de rendre aussi légère que possible l'augmentation des primes résultant de leur fractionnement, tout en adoptant un mode de perception facile et commode.

Nous allons cependant, à titre d'exemple, indiquer les différents procédés employés. Disons de suite qu'ils sont condamnables, puisqu'au lieu de diminuer le coût de l'assurance populaire, ils l'augmentent.

¹ *Essai sur la répartition des richesses*, ch. xvi, De l'accroissement des salaires réels.

Voici d'abord le système adopté en Angleterre par la plupart des Compagnies.

La Compagnie expédie aux agents en même temps que les pièces comptables, les polices. La police est remise à l'intéressé avec un carnet de quittances, portant pour chaque année 52 cases. L'agent encaisse chaque semaine. Il appose son cachet sur la case du carnet de quittances. L'apposition de ce cachet vaut quittance. Si un assuré refuse de payer, l'agent, par bordereau spécial, doit signaler à la Compagnie les polices à annuler.

C'est le même système que pratiquent les Sociétés belges. Il semble simple. En réalité, il est très coûteux.

De jeunes Compagnies anglaises, qui ont adopté ce système de perception des primes, atteignent un taux de frais de gestion qui dépasse 60 pour 100 des primes versées par les assurés ; il paraît difficile de le faire descendre au-dessous de 40 pour 100.

D'où vient ce défaut ?

Il provient du système même qui a pour conséquence de laisser aux agents toute initiative. Or, l'agent peut être négligent, voire même malhonnête.

L'agent peut continuer à encaisser les primes et signaler à la Compagnie la police comme résiliée. Il peut, en cas de résiliation, prétendre n'avoir encaissé que tant de primes, alors qu'il en a encaissé davantage ou, s'il est négligent, n'encaisser les primes qu'avec retard.

Pour éviter ces abus, il faut un système de contrôle constant qui entraîne des frais pour la Compagnie.

La Victoria de Berlin a un tout autre système qui

semble supérieur. Elle établit un contrôle des agences en quelque sorte automatique et supprime l'armée d'inspecteurs qu'exige le système anglais. De cette manière la gestion des assurances populaires est moins coûteuse. La Victoria n'absorbe pour cette gestion que 30 pour 100 des primes versées.

Le rouage essentiel de l'organisation de la Victoria est la feuille de coupons-quittances.

Celle-ci est divisée en 52 coupons qui portent différentes indications, entre autres celle de la semaine à laquelle le coupon se rapporte et le montant de la quittance hebdomadaire.

L'agent, en faisant sa tournée d'encaissement, remet, en échange de la prime, le coupon détaché de la feuille se rapportant à la police de l'assuré.

La feuille de coupons est renouvelée pour chaque année d'assurance. En cas d'annulation d'une police pour non-paiement de la prime, l'agent retourne à la Compagnie la feuille de coupons réduite aux coupons non utilisés.

L'emploi de cette feuille de coupons présente l'avantage d'éviter toute supercherie de la part de l'agent, cette feuille indiquant d'une façon certaine la situation exacte de la police.

Il peut cependant se produire des fraudes, mais elles ne sont pas fréquentes, car elles exposeraient l'agent à des poursuites judiciaires. Tel serait par exemple le cas d'un agent, qui, ayant contrefait les feuilles de coupons, aurait renvoyé à la Compagnie les véritables feuilles de coupons en signalant la police comme annulée, alors qu'en réalité il continuerait à encaisser les

primes. L'inspecteur pourra par sa surveillance, en se rendant auprès des personnes signalées comme ayant réduit leur police, vérifier si le dire de l'agent est exact.

La Compagnie Belge d'Assurances Générales sur la Vie emploie ce système en le modifiant un peu. Elle n'envoie à ses agents qu'une feuille de coupons tronquée, ne laissant ainsi à la disposition de l'agent que le nombre de coupons correspondant aux semaines à courir jusqu'au 31 décembre de l'année où a été souscrite la police. A partir de ce moment on émet des feuilles de coupons entières jusqu'à l'année de l'échéance. On ramène ainsi toutes les écritures au 31 décembre.

Nous avons pu voir par cet exposé rapide que les frais de perception des primes sont énormes, puisqu'ils atteignent jusqu'à 60 pour 100 des primes versées ; le procédé de la Victoria, le moins coûteux, absorbe encore 30 pour 100¹. Les Compagnies sont obligées, pour ne pas être en déficit, de les faire supporter à leurs assurés ; les primes sont donc majorées en conséquence.

La prime de l'assurance populaire doit être la contrepartie la plus exacte de l'évaluation du risque. Il faut donc éviter cette majoration énorme. Le meilleur moyen, comme nous l'avons dit précédemment, sera, non de faire payer à l'assuré ces frais d'encaissement et de préparation de l'assurance, mais de se servir des organisations nées de notre système social actuel, orga-

¹ Ces chiffres nous ont été fournis par le rapport de M. François, au Congrès des Actuaire en 1905.

nisations soit de prévoyance, soit de défense d'intérêts (syndicats), soit même de ces groupements commerciaux, les administrations.

Ces organisations toutes faites seront d'un précieux concours, en cas d'entente avec les organismes assureurs.

Nous avons ainsi terminé l'étude de l'assurance populaire dans ses éléments constitutifs. Nous étudierons dans un chapitre spécial ses manifestations soit en France, soit à l'étranger.

Avant d'aborder cet examen, il nous est impossible de passer sous silence une question qui fait partie intégrante de l'assurance populaire, tant par ses effets que par la similitude de son mécanisme. Nous voulons parler de l'assurance des enfants.

M. François s'exprimait ainsi à ce sujet au Congrès des Actuaires de 1905.

« D'autre part, après avoir étudié l'assurance populaire, tandis qu'en assurance ordinaire une police ne repose généralement que sur la tête du chef de famille dont la disparition amène une perte de revenus, il en est tout autrement de l'assurance populaire. Si le décès d'un enfant ou d'un membre improductif quelconque de la famille ne diminue aucunement les sources de revenus, il constitue néanmoins une nécessité de dépenses qui peut grever très lourdement le budget d'un ménage ouvrier.

« L'assurance des enfants constitue ainsi un complément indispensable ou plutôt même une partie intégrante de cette branche. »

Ainsi comprise, l'assurance reposant sur la tête d'un enfant n'est que la réparation du préjudice causé par les frais de maladie et de décès, grevant le budget d'une famille ouvrière.

En France, l'assurance des enfants est comprise de toute autre façon, elle est souscrite pour l'enfant lui-même, afin qu'il ait un capital pouvant lui constituer soit une dot, soit un pécule. C'est une assurance en cas de vie, celle payable au décès d'un enfant a toujours été extrêmement rare.

« Depuis leur origine les Compagnies françaises ont pour principe de refuser presque systématiquement de semblables assurances : une proposition de ce genre passe *a priori* pour suspecte, et le siège social où elle parvient témoigne d'une extrême exigence dans l'appréciation des motifs de sa moralité¹. »

C'est à l'honneur des Compagnies françaises de n'avoir été cause, en aucune façon, du mouvement d'opinion qui a fait aboutir la loi du 8 décembre 1904. Sa brièveté nous permet de la citer.

LOI INTERDISANT EN FRANCE L'ASSURANCE EN CAS DE DÉCÈS
DES ENFANTS DE MOINS DE DOUZE ANS

ARTICLE PREMIER. — Est considéré comme contraire à l'ordre public toute assurance au décès reposant sur la tête d'enfants de moins de douze ans.

ART. 2. — Sont exceptés les contre-assurances contractées en vue d'assurer, en cas de décès, le remboursement des primes versées pour une assurance en cas de vie.

¹ M. Quiquet, *l'Assurance des enfants en France*, Rapport au Congrès des Actuaire de Berlin en 1905.

Les agissements de certaines sociétés étrangères dans le Nord de la France attirèrent l'attention de la ligue contre la mortalité infantile à Paris, qui signala ces faits au Ministre du commerce. Celui-ci dut reconnaître que la législation, en l'état actuel, n'empêchait nullement ces assurances. Cependant, on pouvait voir des personnes étrangères assurer les enfants à l'insu des parents et les parents eux-mêmes pouvaient assurer leurs enfants avant la naissance, *in utero*. C'était scandaleux, puisque on facilitait aux nourrices, éleveuses et gardeuses de tirer profit de la mort des nourrissons à elles confiés, et, pour les parents, c'était une prime à l'avortement.

L'article premier de cette loi s'imposait. En autorisant par l'article 2 la contre-assurance, le législateur a bien nettement établi que l'assurance en cas de vie était tout à fait licite.

Nous empruntons à M. Lyon-Caen l'explication de ce qu'on appelle la contre-assurance.

« La prohibition des assurances en cas de décès contractées par des tiers sur la tête de personnes incapables de consentir ne doit pas être étendue au cas où une semblable assurance n'est que l'accessoire d'une assurance en cas de vie. Il est fréquent qu'un tiers contracte une assurance en vertu de laquelle le capital assuré sera payé si un mineur arrive à un âge déterminé ; mais le souscripteur stipule qu'en cas de décès de l'assuré avant l'âge fixé, les primes seront restituées. Il y a là, pour les primes, une véritable assurance en cas de décès qui doit toujours être admise comme accessoire de l'assurance en cas de vie. »

La contre-assurance consiste donc uniquement en remboursement des primes. C'est ce que n'ont pas toujours compris ou voulu comprendre certaines Sociétés à forme tontinière qui ont fait de cette contre-assurance la partie principale de l'opération au lieu d'en faire l'accessoire. M. Quiquet les définit des « tontines en cas de décès » par opposition aux tontines habituelles. C'est une raison de plus de condamner ces Sociétés. Leurs promesses ne peuvent être qu'aléatoires. Elles font, en effet, entrer en ligne de compte dans leurs calculs des faits non susceptibles d'évaluation tels que la non-continuation du paiement de leurs cotisations par une partie des sociétaires qui perdent ainsi la totalité de leurs versements. Or, le principe de toute assurance est la certitude et la justice ; nous ne les rencontrons ni l'une ni l'autre dans ces sortes d'opérations.

La contre assurance que la loi nous autorise, en marge de l'assurance en cas de vie, peut ainsi engager les parents à économiser pour leurs enfants. Ils savent que si l'enfant décède avant l'échéance, ils rentreront dans leurs débours ; s'il vit l'épargne et la capitalisation grossiront leurs versements.

Nous n'ignorons pas le mouvement considérable qui s'est dessiné dans cette voie, depuis la création fort intéressante des sociétés scolaires dites « mutuelles Cavé » ; leur développement réel date de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les Sociétés de secours mutuels. Grâce à elles, on compte aujourd'hui plus de 600.000 livrets individuels de retraite sur des têtes d'enfants.

Le but que poursuivent ces Mutuelles scolaires est de constituer par des versements minimes une dot ou

un capital à leurs adhérents lorsqu'ils seront en âge de se marier ou de s'établir. Pourquoi ces modestes économies ne seraient-elles pas, sinon en totalité, au moins en partie, un commencement d'assurance en cas de décès. Cette somme, si minime soit-elle, portée à l'actif du contrat d'assurance populaire, lorsqu'il serait souscrit, diminuerait d'autant la prime à payer.

Le mécanisme de l'assurance populaire, comme nous avons pu le voir, n'est pas aussi simple qu'il paraît. De nombreuses difficultés en arrêtent le développement. Il faudra, pour les surmonter, car elles peuvent l'être, non seulement beaucoup de science, mais aussi beaucoup de désintéressement de la part des Compagnies. Il faudra encore, nous l'avons déjà dit, plus d'entente entre les différents organes de prévoyance.

CHAPITRE II

DES MANIFESTATIONS DE L'ASSURANCE POPULAIRE

Nous avons pu étudier jusqu'ici ce que doit être l'assurance populaire, nous allons maintenant en montrer les manifestations actuelles.

L'idée bonne, qui fit naître au sein des grandes Compagnies le principe de l'assurance populaire, est venue de l'état stationnaire de leurs opérations.

Mais trop influencées par le caractère commercial de l'entreprise, elles n'ont pas donné en matière d'assurance populaire les résultats qu'on était en droit d'attendre. En plus des bénéfices pécuniaires, il y a un résultat moral et économique qu'elles n'ont pas atteint.

Si le nombre de leurs assurés est grand, ce nombre ne prouve, en aucune façon, la qualité de l'assurance telle qu'elle y est pratiquée. L'intérêt de ces Sociétés est le principal mobile. Elles devraient avoir des visées plus hautes et mieux comprendre le rôle social qu'elles peuvent jouer.

ANGLETERRE

L'Angleterre est de tous les pays celui où l'assurance populaire est le plus développée. On la nomme l'assu-

rance industrielle -- *Industrial assurance*. — L'acte de 1896 des « Collecting Societies and Industrial Assurance Companies » la définit : « une personne ou une Assemblée de personnes érigée ou non en corporation, accordant des assurances sur la vie de tout individu pour une somme inférieure à vingt livres (500 francs), percevant des primes par l'intermédiaire de « Collectors » et à des intervalles périodiques inférieurs à deux mois.

A plusieurs reprises, le Parlement anglais s'en est occupé. Les « Industrial Assurances » sont réglées par trois actes principaux.

Le premier en date est de 1870. Ce qui nous montre l'ancienneté de la réglementation des assurances. C'est le « The life assurance Companies Act ».

En 1896 le Parlement édicta le « The Collecting Societies and Industrial Assurance Companies Act ». La même année le « The Friendly Societies — Les Amicales — ».

L'acte de 1870 s'occupe du travail des Compagnies d'assurances-vie. Les Compagnies Industrielles ont à se conformer à toutes les dispositions de cet acte. Chaque année, comme les autres Compagnies, elles doivent produire au Board of Trade (Ministère du commerce), un rapport sur leurs comptes annuels. Le principal objet de cet acte est la publicité que les Compagnies doivent donner à leurs opérations. Ces comptes rendus doivent établir clairement l'état de la situation financière des Compagnies et permettre d'apprécier leur solvabilité.

L'acte de 1896 sur les Assurances industrielles traite des relations d'une Compagnie avec les détenteurs de

ses polices. Le législateur a surtout eu en vue d'imposer aux Compagnies certaines obligations pour éclairer le proposant sur la nature du contrat d'assurance. Les Compagnies doivent, avant de faire signer le proposant, lui remettre une notice l'informant de ce qu'il aura à payer, l'avertissant qu'à défaut de paiement par lui dans un délai raisonnable, ne pouvant être inférieur à une quinzaine, et en un lieu désigné, il sera déchu de tous ses droits.

Le troisième acte se rapporte aux Amicales, ce sont nos Sociétés de secours mutuels. Un paragraphe fixe le mode de paiement des indemnités dues en cas de décès de l'enfant. Les Compagnies d'assurances populaires doivent s'y soumettre.

La généralisation de l'assurance populaire dans les classes ouvrières au Royaume-Uni exigeait un contrôle sévère.

Parmi les Sociétés traitant ce genre d'assurance, il y a d'abord les Compagnies qui s'occupent autant de l'assurance-vie ordinaire que de la branche industrielle. Puis viennent ensuite les Friendly, réglés entièrement par les actes de 1896. Ces Associations ne sont pas soumises à la même publicité que les Compagnies. Elles ne publient leur compte rendu que sous forme d'extraits succincts. Enfin, il y a l'Etat lui-même qui délivre des polices de 5 à 100 livres (125 à 2.500 fr.) sur la vie de personnes âgées de 14 à 65 ans et de 5 livres seulement sur celles d'enfants de 8 à 11 ans.

Le service d'assurance de l'Etat est fait au moyen des Post Office et des Saving Banks (Banques d'Epargne). Ces dernières ne font pas directement l'assurance popu-

laire, elles ne font que faciliter à l'assuré le paiement de ses primes, qui, aussitôt dues, peuvent être déduites de la somme restant au crédit du compte courant dans ces Banques. Malgré ceci, le montant des affaires faites par l'Etat est resté excessivement minime.

Les Compagnies, au contraire, ont donné un développement énorme à cette forme d'assurance.

M. Frédéric Schooling, l'éminent actuaire de la Prudential dans son rapport au Congrès des Actuaire de 1905 nous fournit la preuve de ce développement par le tableau ci-dessous :

	NOMBRE DE POLICES	PRIMES ANNUELLES
Industrial Assurance Com- panies	24.779.673	£ 10.717.884
Collecting Friendly Societies .	7.027.831	£ 2.747.398
TOTAL.	<u>31.807.504</u>	<u>£ 13.465.282</u>

Si, à ces nombres, l'on ajoute, disait-il, les 1.675.000 membres des Trades Unions qui ont l'habitude lors du décès d'un de leurs membres de verser une certaine somme à ses héritiers directs, on voit combien est développée en Angleterre l'idée d'assurance au décès.

Pour donner à ce tableau sa valeur exacte, il faut remarquer qu'il est question non du nombre des assurés mais de celui des polices. Or, il arrive souvent que ceux-ci détiennent plusieurs polices à la fois

En Angleterre, l'idée d'allouer à la veuve ou aux orphelins une indemnité en cas de décès du père n'est

pas nouvelle elle est antérieure à l'apparition des premières Sociétés d'assurances industrielles.

Les classes ouvrières avaient formé « des clubs d'enterrement » dont les affiliés s'assuraient des funérailles décentes moyennant une faible cotisation. Leur gestion mauvaise et parfois frauduleuse les fit disparaître. C'est alors que voyant le goût de la population anglaise pour ce genre d'opérations, des Compagnies se sont créées pour l'exploiter.

Le montant du capital assuré par le contrat industriel varie entre 500 et 1.500 francs. Il est payable au décès ou à une échéance fixée d'avance, si l'assuré vit. Le contrat est délivré sans que le proposant ait à subir un examen médical. Les primes sont perçues chaque semaine; nous en avons étudié le mode de perception précédemment.

La question des déchéances des polices y est traitée de la manière suivante.

Pour éviter qu'une police tombe, les Compagnies anglaises donnent à leurs assurés toutes facilités pour la réintégrer. Celle-ci peut être remise en vigueur à une époque quelconque de l'année qui suit le dernier versement. Il suffit à l'assuré de justifier de son bon état de santé et de payer les primes en retard.

Les polices populaires n'assurent pas l'intégralité du capital dès l'origine. Nous trouvons dans les prospectus de la Prudential (Industrial branch) un avertissement de cette particularité.

On y peut lire :

« Toutes les polices établies d'après les tarifs des adultes ont les avantages suivants :

« Bénéfice immédiat, — Immediat benefit — dans la proportion d'un quart du capital assuré au décès.

« Demi-bénéfice — Half benefit — après trois mois de calendrier et plein bénéfice — full benefit — à l'expiration de douze mois de calendrier à compter de la date de la police.

« Bénéfice immédiat, si l'assuré meurt par suite d'accident, de la somme entière qui aurait été payable au décès si la police avait été en vigueur pendant un an. »

Il est intéressant de noter encore les points suivants énumérés dans lesdits prospectus :

« Les polices ayant cinq ans de cours peuvent être rendues, et une police libre ou à prime libérée, pour un montant réduit, sera accordée en échange. Il ne sera exigé aucun paiement ultérieur, pourvu que l'assuré ait atteint l'âge de 21 ans. »

Et, enfin, une dernière mesure prise pour éviter qu'un assuré ne verse trop longtemps par suite de longévité :

« Une police libre ou à prime libérée, pour la somme totale assurée, sera accordée, en échange de la police originale, dans tous les cas où l'assuré aura atteint l'âge de 75 ans, et si la police a été en vigueur pendant vingt-cinq ans. »

En ce qui concerne le paiement du capital assuré en cas de sinistre les Compagnies anglaises se sont efforcées de réduire le plus possible les formalités pour hâter le règlement de l'indemnité. En effet, le but seul de ces polices est de couvrir les frais d'enterrement, il faut donc que les ayants droit de l'assuré puissent en appliquer le montant à ses funérailles. Aussi, ont-elles

coutume de verser l'argent sur production de la police, du carnet de reçus des primes en règle, d'un certificat de décès. Enfin une formule de demandes contenant quelques particularités essentielles se rapportant à l'identité, l'historique de la famille, etc., doit être remplie par les ayants droit.

Tel est le fonctionnement de l'assurance populaire en Angleterre. C'est sous la seule impulsion des Compagnies que cette branche s'est développée. Malheureusement, l'Anglais ne poursuit pas un but désintéressé. Le seul mobile de cette action est l'égoïsme ; il semble n'avoir cure de la famille qu'il laisse derrière lui. Il a en vue les funérailles décentes que lui garantit l'indemnité de la Compagnie, mais il néglige les siens.

Il nous reste à étudier le fonctionnement de l'assurance des enfants en Angleterre. Comme en France, le sujet de l'assurance des enfants a été la matière de plus d'une discussion et d'enquêtes parlementaires. Elle est réglée par les articles 62 à 67 de l'acte de 1896 sur les Amicales. Ces articles engagent non seulement les compagnies ordinaires, mais aussi les branches populaires et les Amicales.

Il est interdit d'assurer plus de 6 livres sur la tête d'un enfant de moins de 5 ans. Et la Compagnie doit s'informer s'il n'existe pas sur la tête de cet enfant d'autres assurances qui, ajoutées à celle qui lui est proposée dépasseraient ce chiffre. La somme ne devra pas être supérieure à 10 livres s'il s'agit d'un enfant de 5 à 10 ans.

Ces articles fixent également les conditions dans

lesquelles les Compagnies devront payer ces sommes. Pour éviter par exemple que plusieurs Compagnies n'assurent le même enfant, une Compagnie quelconque ne pourra payer le capital que sur certificat du « Registrar of deaths » (greffier des décès). Ce certificat mentionne, outre le décès, la somme à payer et la Compagnie qui doit l'acquitter. De cette sorte, s'il était demandé un nouveau certificat pour une autre Compagnie, le greffier devrait auparavant vérifier si cette somme, ajoutée à celle déjà autorisée ne dépasse pas le montant fixé par la loi. Dans le cas contraire, il refuserait le certificat.

L'article 67 enfin autorise sans limitation l'assurance en cas de vie.

Les polices sur la vie des enfants sont extrêmement nombreuses dans la classe ouvrière. Elles sont dénommées « Juvenile ». Néanmoins, les Compagnies sont très prudentes quand il s'agit de cette assurance.

Les propositions déposées sont examinées avec soin. Pour éviter de la part des proposants toutes spéculations, les Compagnies demandent des réponses écrites à un questionnaire qui contient en première ligne des avertissements sur les conséquences que pourrait faire naître le but immoral d'une telle assurance.

L'acte de 1896 y est rappelé et on a eu soin d'y ajouter : « La police à délivrer sur cette proposition contiendra entre autres conditions, qu'elle sera rendue absolument nulle, si elle est cédée, vendue, hypothéquée, quelle que soit la manière de cette cession. Le preneur ne pourra s'en dessaisir en aucune façon. »

Le seul but de cette assurance est d'indemniser les

parents des frais occasionnés par le décès de l'enfant.

Vient ensuite le questionnaire aux père et mère tant sur eux-mêmes que sur l'enfant, enfin un tableau indiquant la somme que la Compagnie aurait à payer si l'enfant mourait dans les années qui suivent la souscription de la police jusqu'à 10 ans et pour un maximum de 10 livres, limites fixées par la loi.

La prime est de un penny par semaine.

Toutes ces précautions montrent combien est grand le souci des Compagnies, toutes agissant avec le même scrupule, de prévenir les intentions frauduleuses que l'on pourrait avoir en souscrivant de pareilles assurances.

Du reste, s'il faut en croire M. Schooling dans son rapport au Congrès des Actuaire de 1905, la mortalité est moins forte parmi les enfants assurés que parmi ceux qui ne le sont pas. Et pourtant le nombre des polices « juvéniles » est considérable.

Il y a en Angleterre, dit-il, et au pays de Galles, environ 7.200.000 enfants vivants, ayant moins de 10 ans d'âge. Si nous diminuons ce nombre de 25 pour 100 pour les enfants appartenant aux classes autres que les classes ouvrières et pour les enfants de gens indifférents à l'assurance nous obtenons 5.400.000 comme résultat. Dans la branche ouvrière de la Prudential seule il y a plus de 2.530.000 enfants assurés, il n'est pas exagéré de dire que les autres Compagnies en assurent autant, ce qui montre bien l'exactitude du chiffre avancé.

L'assurance des enfants a donc acquis un développement énorme et cela malgré la campagne faite contre

cet usage. Les enquêtes n'ont pu démontrer l'existence d'abus.

ALLEMAGNE

En fait de législation sociale l'Allemagne, est un des pays les plus avancés. Sa forte organisation syndicale lui a valu cette marche en avant. Elle possède des lois réglementant les incapacités provenant de maladie et d'accidents.

En fait d'assurance-vie, bien que quelques Compagnies allemandes eussent déjà précédemment joint à leurs opérations d'assurances sur la vie l'exploitation de caisses de secours en cas de décès, ce n'est en réalité que depuis 1882, époque à laquelle la Compagnie « Friedrich Wilhelm » se mit avec un plein succès à l'assurance populaire, que celle-ci prit alors un vigoureux essor. L'entrée en scène de la « Victoria » en 1892, représente un nouvel et important progrès dans cette direction, depuis lors on compte plusieurs Compagnies exploitant cette branche.

Mais toutes ces compagnies sont hésitantes dans l'appréciation exacte de cette assurance. Pour elles, ce n'est qu'une filiale de l'assurance-vie ordinaire. Quelques particularités seules la différencient.

C'est l'avis, du moins, qu'émettait M. Lexis au Congrès des Actuaires de Berlin.

« Toutefois, dit-il, la distinction entre l'assurance populaire et la « normale » — c'est ainsi qu'il désigne l'assurance-vie ordinaire ou la grande assurance sur la vie — est loin d'être établie par toutes les Compagnies. »

Il y a là une fluctuation, une hésitation provenant

d'une conception erronée du principe de l'assurance populaire, dans laquelle il ne faut pas rechercher une source immédiate de bénéfice, mais une question de prévoyance sociale.

« Les caractères essentiels de l'assurance populaire que l'on a coutume de définir, continue M. Lexis, comme suit : Valeur restreinte de la somme assurée, suppression de l'examen médical, paiement des primes par petites fractions, ne se rencontrent pas partout réunis. »

Ce n'est là qu'une définition de forme et non de fond. Nous voyons bien les moyens que les Compagnies emploient pour arriver à leur but, mais nous n'y trouvons pas le principe de l'assurance populaire, ce but lui-même créant un rouage social aussi indispensable que l'assurance-maladie, accident ou chômage.

Le mécanisme de cette assurance est à peu près le même qu'en Angleterre, avec cette différence que les Compagnies établissent dans cette forme des polices assurant des capitaux variant entre mille et dix mille marks. Il est évident que des capitaux de cette importance ne répondent pas au but qu'on lui demande et sont d'un coût trop élevé pour les moyens d'un ouvrier. L'exploitation de cette branche provient trop du désir des Compagnies d'augmenter leur production. Elles ont négligé le caractère social de cette assurance.

ETATS-UNIS

L'assurance sur la vie aux Etats-Unis a obtenu un certain développement, non seulement parmi les classes aisées, mais même parmi les classes ouvrières, qui se servent à cet effet de différentes institutions.

Comme en Angleterre certaines compagnies font exclusivement de l'industrial assurance, usant à cet effet des mêmes procédés. Leurs opérations sont assez importantes puisqu'en 1895 il y avait sept millions de polices en cours.

L'exploitation de cette assurance par ces Compagnies étant à peu de chose près celle des Compagnies anglaises, il est préférable d'étudier le fonctionnement de certains groupements s'occupant également d'assurances ouvrières. Leurs résultats, sont en général, médiocres, car leur mauvaise gestion est notoire. Nous ne les signalons qu'à simple titre de documentation.¹

Il s'est formé des Sociétés mutuelles d'assurances contre la maladie et le décès entre les ouvriers des villes, connues sous le nom de « *Sick and Funeral Benefit Societies*. Elles sont de deux sortes: les *Affiliated Societies* comprenant plusieurs branches et les *Unaffiliated*. Les premières sont nationales, les secondes plutôt locales. Elles sont formées de gens de même croyance ou de même nationalité.

Il n'est pas nécessaire pour en faire partie de subir un examen médical, l'accès en est subordonnée à un droit d'entrée fixe et une cotisation spéciale couvre l'indemnité due en cas de décès. Cette indemnité varie entre 25 et 500 dollars.

Puis viennent ensuite les « Associations Fraternelles ». Leur but est de mettre à l'abri du besoin les familles d'un de leurs membres décédé prématurément. « En 1879, dit M. Rochetin, on parlait à peine

¹ Voir Lefort, *Traité du contrat d'assurance sur la vie*, t. IV, p. 203 et suivantes.

de 136 Associations possédant 293.341 adhérents et ayant des capitaux assurés pour 2.150.783.920 francs. En 1892, ces Associations étaient au nombre de 415 avec 3.309.079 adhérents et des assurances pour 33 millions 972.600 francs. L'année suivante, il s'agissait de 475 Associations avec 3.478.100 adhérents et des assurances pour 35.974.895 francs ¹».

Le but de ces Sociétés n'est plus, comme en Angleterre, d'indemniser des frais de funérailles, mais bien d'accorder des secours aux familles du décédé, et par le fait de cette idée plus généreuse, le contrat des Associations fraternelles est supérieure au contrat des Compagnies anglaises.

Le procédé qu'emploient ces Sociétés est défectueux ; c'est celui de l'« assessment ». Ce système est très dangereux, il a causé l'effondrement de certaines Compagnies qui en usaient. Voici en quoi il consiste :

Par ce système on entend aujourd'hui un mode d'assurance sur la vie, basé sur cette idée que le règlement des sinistres futurs pourra se faire au moyen des primes recueillies au cours de l'année pendant laquelle les décès auront eu lieu. Partant de là, la Société demande à l'assuré une prime annuelle fixée définitivement au moment de l'assurance et calculée en proportion des chances de mort de cet assuré au cours de l'année qui suit la souscription de l'assurance. Lorsque les primes ne sont pas suffisantes, il y a lieu de percevoir des cotisations supplémentaires ou « assessment ». On a calculé, par exemple, que si la Société

¹ Rochetin, *Journal des Economistes*, février 1897.

comprend 10.000 assurés, il doit se produire 10 décès par an ; ce calcul qui peut être exact la première année ne le sera pas l'année suivante, d'où assessment. Il arrive ainsi que, si les premières années, les assurés paient moins que ceux des Compagnies à prime fixe, ils paieront davantage dans la suite.

Il est préférable, comme le dit M. Lefort, de s'attacher davantage à la certitude du résultat final qu'à l'intérêt immédiat que l'on peut trouver dans les combinaisons de ces sortes de société.

SUISSE

Le canton de Neuchâtel, dans sa loi du 29 mars 1898, a donné une expression légale à l'assurance populaire en fondant une « Caisse cantonale d'assurance ».

C'est une conception d'assurance libre. Bien que l'Etat intervienne pour une large part dans cette organisation, il n'y entre pourtant aucune idée d'obligation ; l'Etat se contente de jouer le rôle d'administrateur et de diriger les opérations de cette Caisse.

M. Arsandaux a étudié le fonctionnement de cette Caisse et nous en fournit les détails dans le rapport qu'il fit sur l'Assurance Populaire dans le canton de Neuchâtel¹.

« La loi neuchâteloise est basée, dit-il, sur le principe de la liberté, comme la loi belge de 1900 et la loi italienne de 1898.

« L'Etat de Neuchâtel encourage le développement

¹ Recueil de Documents sur la Prévoyance sociale, *l'Assurance populaire du canton de Neuchâtel*, O. Arsandaux, 1903.

de l'assurance au décès, de l'assurance mixte et la constitution de rentes viagères, en mettant à la disposition des intéressés une institution de tout repos dont il supporte en totalité les frais d'administration et en prenant à sa charge une partie des primes pures fixées par les tarifs.

« La caisse populaire fonctionne comme une véritable mutualité ; elle est administrée par les délégués de l'Etat et par les sociétaires, auxquels il n'est demandé que des cotisations strictement équivalentes au risque qu'ils apportent dans l'institution. »

C'est en un mot une Société d'assurances mutuelles, gérée et administrée par les sociétaires eux-mêmes et par l'Etat, qui non seulement contrôle cette mutualité mais la dirige et l'aide.

La Caisse cantonale d'assurances fait trois sortes d'opérations :

- 1^o L'assurance au décès de 18 à 60 ans ;
- 2^o L'assurance dite « en cas de vie » ou rente de vieillesse. Les rentes peuvent être immédiates, à partir de 60 ans ou différées jusqu'à cet âge.
- 3^o L'assurance mixte jusqu'à 60 ans. A cet âge, le contractant peut opter ou pour le capital ou pour la rente viagère.

Nous retrouvons donc là telles que nous les avons établies précédemment les trois formes du contrat d'assurance populaire pour qu'il soit à la fois un contrat en cas de vie et en cas de décès.

Quant au mécanisme du contrat, la loi neuchâteloise le fixe avec toutes les qualités propres au bon fonctionnement de cette sorte d'assurance.

Les capitaux assurés ne peuvent être inférieurs à 100 francs et supérieurs à 5.000 francs, les rentes doivent être d'au moins 30 francs, leur maximum est de 100 francs par mois.

Toute personne des deux sexes, domiciliée dans le canton et âgée d'au moins 18 ans a le droit de s'assurer à la Caisse cantonale.

Un examen médical préalable est nécessaire, mais il n'est pas exclusif. Il a pour but de classer les risques, en deux catégories : d'une part, les personnes admises au bénéfice immédiat de l'assurance ; d'autre part, celles auxquelles il est imposé un délai d'attente de trois ans. Pendant ce délai, si la personne décède on rembourse purement et simplement les primes.

La grosse question qui différencie l'assurance populaire, dans le canton de Neuchâtel, de l'assurance populaire, selon nos principes, provient du rôle que l'Etat y joue. Nous verrons en étudiant les rapports de la Mutualité et de l'Assurance populaire que l'intervention de l'État, sous forme de subventions, est condamnable, car elle a pour résultat de faire supporter à la masse des individus les dépenses que l'État est obligé de faire pour d'autres qui n'en ont pas une absolue nécessité. Or, n'est-ce pas une véritable subvention que l'État du canton de Neuchâtel, accorde à la Caisse cantonale d'assurances, cette mutualité officielle, en prenant à sa charge non seulement les frais d'administration, mais encore une partie des cotisations. Cette intervention pourrait être justifiée s'il s'agissait uniquement de payer les cotisations de ceux qui seraient, par suite de circonstances malheureuses, dans l'impos-

sibilité de les acquitter ; ce ne serait que l'application du principe du droit à l'assistance. Mais l'intervention de l'État, comme elle est réglée par la loi neuchâteloise, tombe sous le coup de la critique que nous venons de faire, puisque l'aide de l'État profite à tous indistinctement.

Pour être juste, l'intervention de l'État devrait se borner à l'article 20 de la loi.

« Lorsqu'un assuré neuchâtelois néglige d'acquitter ses primes et qu'il est hors d'état de le faire, la commune peut se subroger aux obligations de l'assuré, et il ne pourra être disposé du capital assuré qu'avec l'autorisation de la commune et sous réserve des droits résultant de son intervention. »

Les articles 26, 27 et 28 de la loi fixent cette intervention de l'État.

Tout d'abord, l'État prend à sa charge les frais d'administration de la Caisse, les risques résultant de l'admission, sans augmentation de primes des assurés de la deuxième catégorie, c'est-à-dire ne jouissant pas d'une santé normale. Il participe au paiement de la prime nette de tous les assurés pour un capital de 500 francs au décès et pour une rente annuelle de 30 francs.

Toutefois, sa participation s'arrête à l'âge de 40 ans. Au delà de cet âge, l'État ne participe plus au paiement des primes.

Ceci résulte de l'article 28, qui édicte que cette participation sera de :

20 pour 100 de la prime nette pour les personnes s'assurant avant la 25^e année révolue ;

15 pour 100 de la prime nette avant la 30^e année révolue ;

10 pour 100 de la prime nette avant la 35^e année révolue ;

5 pour 100 de la prime nette avant la 40^e année révolue.

Le but du législateur est facile à voir ; il a voulu par ces dispositions favoriser le recrutement des personnes jeunes.

Ces engagements de l'État doivent occasionner pour les finances des dépenses onéreuses qui n'ont aucune contre-partie d'amélioration. Le véritable but de l'État, quand il favorise le développement d'une institution de prévoyance, est de diminuer ses charges d'assistance. Par ce procédé il risque fort, non pas de les diminuer, mais de les augmenter dans le cas où la clientèle de la Caisse cantonale deviendrait trop nombreuse.

La loi prescrit ensuite des mesures d'ordre général par lesquelles le législateur a bien nettement établi la portée sociale de ce contrat d'assurance populaire.

L'article 24 contient une prescription qui intéresse plus particulièrement les membres de la famille. Il y est stipulé que, s'il y a des raisons de craindre que le capital assuré ne soit dissipé par le conjoint survivant ou les parents, le Conseil d'administration ou l'autorité communale peuvent demander au juge de paix d'ordonner les mesures nécessaires pour la conservation du capital.

Enfin, la loi prescrit que les sommes assurées sont incessibles jusqu'à concurrence de 1.000 francs et de 600 francs de rente. Elles sont insaisissables pour le

montant des versements effectués par l'Etat (article 25).

Nous n'entrerons pas dans d'autres détails de la loi. Il nous a paru intéressant de montrer cette conception légale de l'assurance populaire. Nous y avons critiqué le rôle de l'Etat non pas comme administrateur ou même comme assureur, mais lorsqu'il ne sait pas distinguer parmi ses clients ceux qui doivent être des assistés et ceux qui doivent rester des assurés.

FRANCE

L'étude de la question ne peut être que sommaire. L'assurance populaire n'existe pas en France, où les quelques manifestations que l'on a de cette institution sont presque nulles. Le législateur s'en est pourtant occupé, mais sans succès.

En 1862, la Commission supérieure de la Caisse des Retraites organisa sous la garantie de l'Etat un système d'assurances au décès pour les classes peu fortunées. Il paraissait naturel que l'assurance en cas de mort vînt compléter l'assurance en cas de vie.

L'Etat voyant l'indifférence des grandes Compagnies pour la petite assurance, voulut s'approprier ce droit. Ce fut l'origine de la loi du 11 juillet 1868 qui créait, sous la garantie de l'Etat, une Caisse Nationale d'assurances en cas de décès, pour des capitaux inférieurs à 3.000 francs.

On crut par ce moyen avoir réalisé l'assurance populaire. Mais la Caisse Nationale d'assurances ne devait avoir que des mécomptes puisqu'après une année il n'y

eut que 153 contrats représentant une somme de 360.000 francs.

Cet échec est facilement explicable. Quel que soit le mérite de cette assurance en elle-même, il est indéniable qu'il faut faire connaître ces mérites aux personnes susceptibles d'en profiter. Or, encore bien plus qu'aujourd'hui, au moment de l'organisation de cette Caisse, la classe ouvrière ignorait ce qu'était l'assurance au décès. Il fallait donc, avant d'offrir cette institution à la masse, la lui faire connaître. Bien plus, des individus l'ignorant ne pouvaient venir s'assurer d'eux-mêmes aux guichets de l'Etat. La force des Compagnies d'assurances provient actuellement de l'armée d'inspecteurs et d'agents qui, non seulement recrutent leur clientèle, mais font connaître le mécanisme de l'assurance au décès.

On espérait que la loi du 7 avril 1898, en autorisant les mutualistes à contracter des assurances au décès à la Caisse Nationale d'assurances, donnerait quelque prospérité à l'assurance populaire, mais il n'en a rien été.

Quant à l'assurance faite par l'industrie privée, elle est à peu près nulle, les grandes Compagnies dédaignent la clientèle des gens de ressources modiques. Les contrats à passer avec eux sont de rémunération médiocre ; ils engendrent des difficultés d'ordre divers comme le recouvrement des primes. L'aggravation des frais généraux qui en résultent, sans grand profit, détourne les Compagnies de ce mode d'activité. Quelques Sociétés de second ordre l'ont tenté il est vrai, mais sans grand succès. Car il ne faut pas comprendre

parmi celles-ci ces Sociétés à forme mutuelle qui, moyennant une prime minime, s'engagent à donner au bout d'un certain nombre d'années un capital grossi des intérêts, que M. Mirman appelait si justement « l'exploitation de l'épargne ». « Il est difficile d'évaluer combien d'efforts de prévoyance, ajoutait-il, sont détruits lamentablement dans ces officines¹. »

¹ Lettre adressée le 14 mai 1902 au Président du Conseil pour l'aviser de son intention d'interpeller le Gouvernement sur la banqueroute scandaleuse de la Rente viagère de Paris, fondée par les Humbert-Daurignac.

CHAPITRE III

L'ASSURANCE POPULAIRE ET LA MUTUALITÉ

Depuis quelques années, les institutions de prévoyance se sont notablement développées dans notre pays, tantôt sous la forme de Sociétés de secours mutuels, tantôt sous celle de Sociétés d'assurances. Les unes et les autres ont leurs partisans. Toutes elles poursuivent un but semblable, réparer les effets dommageables du hasard, y parvenant il est vrai par des moyens différents et ne recrutant pas leur clientèle dans les mêmes classes de la société.

Nous allons nous efforcer de faire ressortir le profit que ces sociétés et ces compagnies, méconnaissant le rôle qu'elles pourraient jouer ensemble, tireraient d'une collaboration effective vers ce même but.

L'article premier de la loi du 1^{er} avril 1898 définit la Société de secours mutuels et son rôle. Le voici :

« Article premier. — Les Sociétés de secours mutuels sont des associations de prévoyance qui se proposent d'atteindre un ou plusieurs des buts suivants : assurer à leurs membres participants et à leurs familles des secours en cas de maladie, blessures ou infirmités, leur constituer des pensions de retraites, contracter à

leur profit des assurances individuelles ou collectives en cas de vie, de décès ou d'accidents, pourvoir aux frais des funérailles et allouer des secours aux ascendants, aux veufs, veuves ou orphelins des membres participants décédés.

« Elles peuvent, en outre, accessoirement, créer au profit de leurs membres des cours professionnels, des offices gratuits de placement et accorder des allocations en cas de chômage, à la condition qu'il soit pourvu à ces trois ordres de dépense au moyen de cotisations ou de recettes spéciales. »

Il se dégage donc très nettement que le principal but des Sociétés de secours mutuels est l'assurance. Le législateur prévoit bien des cours professionnels et des offices gratuits de placement, mais il a soin de mentionner que ce n'est qu'accessoirement. Comme ces Sociétés ne peuvent atteindre tous ces buts, il résulte pour elles une hésitation dans l'accomplissement de ce programme trop étendu.

Tel n'est pas le cas des Sociétés d'assurances, qui ne garantissent que l'un de ces risques ; aussi cette spécialisation leur donne-t-elle une supériorité technique sur les Mutualités. Pourquoi ne prêteraient-elles pas leur expérience aux Sociétés de secours mutuels qui leur apporteraient leur organisation ?

En matière d'assurance populaire notamment, la réunion de ces deux organes paraît plus intéressante. Ni les Sociétés de secours mutuels ni les Sociétés d'assurances n'ont tenté cette assurance avec succès ; pour surmonter les difficultés inhérentes à cette sorte

d'assurance, il faut des qualités qui leur manquent quand on les prend séparément.

I. — LA SOCIÉTÉ D'ASSURANCES ET LA SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS

La mutualité qui est une des formes de la coopération, implique l'idée d'une association dans laquelle les adhérents mettent en commun leurs ressources pour se procurer des services réciproques. Les Sociétés d'assurances sont, elles aussi, une forme de prévoyance basée sur l'association. Dans la première, il y entre un élément d'abnégation et d'aide réciproque de la part des sociétaires qui n'entre pas dans la seconde quoique en réalité les mutualistes ou les assurés d'une Compagnie d'assurance recherchent le même résultat : se défendre d'effets nuisibles. C'est pour s'assurer que le mutualiste se décide à aider les autres, à coopérer avec eux. Et il n'apporterait pas son obole sans un espoir précis de retour. C'est la même idée qui incite l'individu à s'adresser à une Compagnie d'assurances. L'intérêt général fait agir les premiers, et l'intérêt personnel les seconds.

« Cependant, à vrai dire, il n'en est pas ainsi, car cet intérêt personnel, que les mutualistes ravalent sous le nom d'égoïsme, est, tout autant que l'altruisme, un mobile fondamental de la nature humaine, un facteur essentiel de l'ordre social. Le progrès social, notre but à tous, se lie intimement à la conception exacte de l'accord des intérêts particuliers avec l'intérêt général.

« De fait, sinon d'intention, dit M. Lépine, toute

prévoyance qui ne sort pas des limites de la justice est « altruiste » en même temps que « personnelle » ; elle ne saurait être « exclusivement égoïste ¹. »

La Mutualité, telle que la conçoivent ses partisans sincères et avisés, ne se distingue en rien par ses principes et ses méthodes de l'assurance proprement dite, telle que la pratiquent les Compagnies d'assurance mutuelle ou à primes fixes. Elle n'en diffère que par sa clientèle de condition plus pauvre. Elle lui donne une sécurité moindre, il est vrai, mais aussi à un moindre prix de revient. Aussi, elle joue un rôle économique que les Sociétés d'assurance rempliraient difficilement, n'étant pas outillées pour cela. Celles-ci sont obligées de rémunérer des actionnaires, leurs frais de gestion sont plus considérables, mais elles offrent une garantie plus grande, soit dans la responsabilité de l'assureur, soit dans le capital-action.

C'est donc à tort que l'on voit dans la première une œuvre de « prévoyance égoïste », la seconde seule étant une œuvre de « solidarité et de fraternité ». La vérité c'est que, jusqu'à ce jour, aucune Société ne s'est encore occupée d'assurances-maladie, objet principal et unique aux débuts des Sociétés de secours mutuels. Aucune d'entre elles, non plus, n'a vulgarisé ses opérations pour les répandre dans les classes laborieuses.

Dans les Sociétés de secours mutuels, cette « solidarité d'intérêts » apparaît plus visible ; tous les sociétaires se connaissant, elles sont plus locales. Les associés qui forment la clientèle d'une Compagnie se

¹ F. Lépine, *le vrai Solidarisme en mutualité*.

trouvent éparpillés partout et s'ignorent les uns les autres. Est-ce un mal ? Sous cette forme, l'association est plus impersonnelle et peut-être plus équitable dans ses résultats.

Ainsi comprise, la Société d'assurances n'est qu'une forme de la Mutualité, et une forme plus scientifique. Elle a l'avantage de protéger tous ses membres sans dépouiller les uns au profit des autres.

Ce n'est donc pas de l'antagonisme que nous devons trouver entre ces deux formes de la prévoyance, mais une collaboration constante de l'une et de l'autre vers un même but, qui doit être la sécurité. En s'unissant, elles offriront à l'ouvrier cette sécurité moins coûteuse avec une garantie meilleure.

Les différences entre la Mutualité et l'Assurance ne sont pas aussi grandes qu'on veut le prétendre. Sans doute, la Société d'assurance évoque pour certains une forme du capital qui fructifie au détriment des clients de la Compagnie, mais cette objection n'a plus sa raison d'être si l'individu, en s'adressant à elles, y trouve un avantage qui est l'équivalent du bénéfice de la Société. Tel serait le cas de la Mutualité en s'adressant aux Compagnies d'assurances sur la vie. Non suffisamment organisée, elle ne peut donner la sécurité qu'une Société uniquement constituée à cet effet fournira à ses adhérents.

II. — CRITIQUES DE LA MUTUALITÉ

Malgré le développement que la Mutualité a pris en ces dernières années, elle n'a pas donné à ses adhé-

rents le bénéfice qu'ils pensaient y trouver. Son manque d'organisation, ses erreurs techniques, une conception trop étroite de la solidarité sont les raisons qui ont empêché sa prospérité. La science seule pourra lui en donner le secret. C'est ce que rappelait magistralement, en 1900, M. Lourties, sénateur, à la séance solennelle d'ouverture du Congrès international de la Mutualité, qu'il présidait.

« Si, disait-il, le caractère fraternel et philanthropique est le fond même et le trait essentiel de la Mutualité, le fonctionnement régulier et la prospérité des Sociétés de secours mutuels ne peuvent être assurés qu'à la condition qu'elles soient aussi des Sociétés scientifiques.

« Sans doute, c'est beaucoup que d'avoir la volonté de faire le bien, mais encore faut-il le bien faire et le bien comprendre. Combien de fois n'avons-nous pas vu, en effet, les intentions les plus pures, les plus généreuses, rester stériles pour avoir été mal dirigées, et aboutir même parfois aux déceptions les plus amères ?

« La vérité, c'est qu'il y a des lois générales dont nul ne peut s'affranchir ; c'est que les phénomènes sociaux, comme les phénomènes naturels, sont assujettis à des lois qu'on ne saurait enfreindre sans danger ; et cela est encore plus vrai, si c'est possible, pour les Sociétés de secours mutuels que pour les autres associations. Etant des Sociétés de prévoyance, on comprendrait difficilement, en effet, qu'elles n'eussent pas plus que les autres associations le droit d'éviter les erreurs de gestion et d'être prévoyantes.

« Gardons donc scrupuleusement le caractère fra-

ternel et philanthropique de la Mutualité; mais que, pour elle comme pour les autres sciences sociales, la science expérimentale soit le flambeau qui éclaire le chemin et montre le but à atteindre. »

A la différence des Sociétés d'assurances, les Sociétés de secours mutuels ne sont pas des Sociétés scientifiques. Il leur manque, pour l'être, des qualités techniques que nous allons retrouver une à une dans les Sociétés d'assurances. Et la rigoureuse application de cette technique empêchera les Sociétés d'assurances de rendre les bienfaits qu'elles peuvent donner si, par la faute de l'assuré ou même par suite d'un événement contraire à sa volonté, il vient à ne pas remplir une des conditions à lui imposées. C'est alors que la Société de secours mutuels interviendra, soit en rappelant à l'ordre son membre fautif, soit en l'aidant, et atténuera ainsi cette rigueur de l'assurance.

Formuler les critiques de la Mutualité, c'est faire ressortir les qualités de la Société d'assurance en matière d'opération à long terme. De l'avis même de M. Lourties, le résultat obtenu par les Sociétés de secours mutuels est « presque insignifiant ». En matière d'assurances au décès (assurance populaire), sans des données précises et un passé d'expérience, les Sociétés de secours mutuels se réserveraient certainement une déception, à moins qu'elles n'aillent à une débâcle.

Avant d'étudier le rôle conjoint des Sociétés d'Assurances et des Mutualités en matière d'assurances populaires, nous devons montrer l'inaptitude de ces derniè-

res en matière d'assurances au décès pour justifier l'intervention des Compagnies.

a) **Fonds commun inaliénable.** — Les objections considérables et précises qu'a soulevées le dogme du fonds commun « considéré comme une des bases de la religion mutualiste » sont arrivées à ruiner ce dogme en divulguant ses erreurs.

Il a d'abord le grave inconvénient d'accumuler pour les générations futures au détriment de la génération présente.

« Priver des bienfaits de la mutualité ceux qui en ont le plus besoin ; faire profiter des capitaux accumulés au fonds commun, ceux qui sont parvenus à un bien-être relatif (en cas de dissolution volontaire d'une Société parvenue à une richesse relative, dont les membres veulent se partager entre eux le capital réuni par leurs devanciers), tel est le double résultat économique et social que risque de produire la constitution du fonds commun », dit M. Lépine¹. L'auteur fait encore remarquer que, lors même qu'il serait possible, par nos efforts, d'assurer une rente gratuite aux mutualistes de l'avenir, ce bienfait risquerait fort de n'avoir qu'une très faible efficacité sociale : une pension, que le mutualiste de l'avenir ne se serait pas constitué par son épargne personnelle, ne pourrait être justement appréciée de lui quant à sa valeur et risquerait fort de disparaître entre ses doigts.

Le Mutualiste, qui touche une retraite sur le fonds

¹ *La Mutualité*, p. 130 et suiv.

commun à capital réservé au profit de ce fonds, n'a pas songé qu'à lui, il a songé aux autres membres de la Mutualité. Mais il n'a pas réfléchi que c'est au détriment de sa famille, puisque ce fonds retourne à la Société. Or ce résultat est fâcheux de l'avis même d'un auteur, non suspect d'hostilité pour la Mutualité, M. Cheysson : « Dans le capital réservé, dit-il¹, tel qu'il fonctionne d'ordinaire, la réduction que subit le déposant sur le montant de sa pension est compensée par les ressources qu'il assure aux siens après sa mort. Au contraire, dans l'organisation mutualiste, ce sacrifice est stérile pour les survivants du père décédé : il ne profite en rien à la famille et sert uniquement à enrichir un capital de mainmorte en vue de générations futures. Il est douteux que la plupart des Mutualistes se rendent un compte exact qu'ils diminuent leur retraite d'environ moitié et se contentent de l'usufruit viager de leurs épargnes, pour en abandonner la nue propriété non à leurs orphelins, mais à des successeurs, qui ne sont peut-être pas encore nés et avec lesquels ils n'ont pas d'autres liens que celui d'une vague et lointaine solidarité à travers les âges. »

Là ne se borne pas le mirage du fonds commun. Les Mutualistes se bercent de l'illusion que le taux de faveur de 4 1/2 0, 0 que leur accorde la loi, leur donnera une retraite bien supérieure, et tel n'est pas en réalité le résultat produit. M. Lourties lui-même établit par des chiffres cette erreur.

Prenant un Mutualiste qui, à partir de l'âge de

¹ *La Mutualité familiale*, p. 11.

45 ans, verse pendant 15 ans à la Société une cotisation de 10 francs, qui va au fonds commun inaliénable, il évalue les divers éléments constitutifs de la pension (subventions de l'Etat, intérêts capitalisés, plus-value provenant des décès), et conclut que la Société pourra servir à cet adhérent une rente de 15 fr. 52 avec le système du prélèvement direct des intérêts sur le fonds commun de retraite ou du capital réservé au profit de la Société.

Or, continue-t-il, si le même individu avait opéré les mêmes versements, à un âge identique, à la Caisse Nationale des Retraites, il suffit de voir ses tarifs pour constater qu'il aurait obtenu à 60 ans une pension viagère de 22 fr. 94 avec le système du capital aliéné.

De tels chiffres sont suffisamment éloquents !

M. Lépine a également établi, chiffres à l'appui, la supériorité de productivité du livret individuel sur le fonds commun ¹.

b) Incertitude de la méthode mutualiste. —

L'incertitude, véritable antithèse de l'assurance, tel est en effet le caractère des moyens de calcul des retraites mutualistes, et des assurances en cas de décès. Elle provient de différentes causes inhérentes à la forme actuelle de la Mutualité.

Le taux d'intérêt de 4 1/2 0/0 n'est pas définitif. Le législateur ne pouvait lui donner un pareil caractère. Il est aisé de s'en convaincre en lisant attentivement les débats, dont l'article 21 de la loi de 1898 a été l'ob-

¹ *La Mutualité*, chap. iv, Sécurité et productivité comparées du fonds commun inaliénable et du livret individuel.

jet. M. le Ministre de l'Intérieur déclara positivement que l'article 21 ne consacrait pas un droit absolu. « Bien plus, dit M. Lépine, la nature des choses ne le permet ni au point de vue législatif, ni au point de vue économique. La mobilité, la variabilité du taux de l'intérêt est précisément une de ces lois naturelles. Elle n'est que l'un des aspects de la grande loi économique de l'offre et de la demande, et ses effets actuels se résument pour nous dans l'abaissement progressif du loyer des capitaux, phénomène corrélatif à celui de l'abondance croissante des capitaux eux-mêmes¹. »

Un autre facteur engendre l'incertitude, c'est le taux de mortalité. L'article 36 de la loi de 1898 a prescrit la confection de tables de mortalité. Or, pour que ces tables aient de la valeur, elles doivent résulter d'une longue expérience dans des Associations assez puissantes et nombreuses, pour que la loi des grands nombres y trouve son application. La plupart des Sociétés n'ont qu'un effectif trop réduit pour que ces expériences y soient faites avec certitude et le taux de mortalité n'a pu en être déduit exactement.

Deux règles doivent présider à toutes opérations d'assurances :

- 1^o La péréquation des recettes aux dépenses ;
- 2^o Egalité des charges et des avantages (à charges égales, bénéfices égaux).

Longtemps, les Sociétés de Secours Mutuels ont omis ces deux principes fondamentaux.

La péréquation des recettes et des dépenses pour

¹ *La Mutualité*, p. 76.

chaque risque implique la cotisation spéciale afférente à ce risque. Or, ces deux principes sont encore ignorés dans la plupart des Mutualités.

Cette question est rendue complexe par la nature même de la Mutualité, qui mélange l'assistance et la prévoyance. La confusion en un budget unique des budgets afférents à plusieurs risques, réunissant toutes les cotisations des membres honoraires et participants, tout ceci implique un nouvel élément de trouble et d'incertitude dans la gestion financière des Mutualités.

Le principe de la péréquation des recettes et des dépenses ne recevra son application que si les Sociétés forment deux comptes distincts, l'un pour les recettes ordinaires (cotisations), l'autre pour les recettes extraordinaires (dons, legs, cotisations des membres honoraires et subventions), qui sont précaires et aléatoires. Il faut en plus que les cotisations propres à chaque risque soient suffisantes pour le garantir intégralement. Or, M. Mabillean lui-même conclut à l'insuffisance des cotisations dans la Mutualité.

L'article 2 de la loi organique des Sociétés de Secours Mutuels du 1^{er} avril 1898 a consacré la seconde de ces deux règles : A charges égales, bénéfices égaux. En effet, aux termes de cet article qui a pour but de prévenir certains abus qu'on avait rencontrés dans certaines Sociétés à forme mutuelle² :

¹ Voir le discours de M. Audiffred, rapporteur à la Chambre des députés de la loi de 1898, faisant allusion à certaines Sociétés de ce genre, telles que les Prévoyants de l'Avenir, le Grain de Blé, la France Prévoyante, etc.

« Ne sont pas considérées comme Sociétés de Secours Mutuels les Associations qui, tout en organisant, sous un titre quelconque, tout ou partie des services prévus à l'article précédent, créent au profit de telle ou telle catégorie de leurs membres, et au détriment des autres, des avantages particuliers. »

Malheureusement, le législateur lui-même n'a pas saisi, dans toute son étendue, la portée très précise de cette règle si juste. M. Lépine établit que la constitution de la retraite par le fonds commun la viole manifestement¹.

D'autre part, cette règle dans la pratique n'est pas rigoureusement appliquée. « Si on l'appliquait à la lettre, dit M. Mabillean, dans les Sociétés qui admettent la réversibilité de la pension, l'homme marié devrait payer une cotisation double de celle que supporte le célibataire² ». Or, la plupart des Mutualités admettent l'uniformité de la cotisation. Il arrive par ceci que les jeunes paient plus que leur compte.

Il résulte que la non-observation de ces deux règles fait de la Mutualité, un mauvais organisme assureur.

c) L'initiative individuelle dans l'Assurance.

— L'association est la base de la Mutualité. Il en est une autre pourtant tout aussi importante, bien qu'en apparence contradictoire, l'effort individuel. Mais, à bien réfléchir, l'effort collectif n'est que le résultat d'efforts individuels, et l'association n'est

¹ *La Mutualité*, p. 103 et suiv.

² *La Mutualité française*, p. 53.

créée que pour favoriser et développer cet effort individuel qui doit être au premier rang de la Mutualité.

C'est ce que ne semblent pas avoir compris les Mutualistes en mettant au premier plan le fonds commun et l'assistance privée ou publique. L'association mutuelle ne doit pas être faite en vue de ces avantages, mais de l'aide que l'individu peut y trouver pour rendre plus efficace son effort.

Le livret individuel, en matière d'assurance-retraite, ou le contrat d'assurance populaire en matière d'assurance-décès sont bien l'expression la plus exacte de cet effort individuel.

Le fonds commun, au contraire, en immobilisant le capital, stérilise l'effort en dépouillant le Mutualiste actuel à son profit, de ce qui lui revient de droit. Il ne provoque pas les Sociétaires à l'épargne, mais les en éloigne plutôt. Le Mutualiste doit comprendre qu'en agissant ainsi il travaille pour d'autres, inconnus, et constitue un bien de mainmorte. Il ne faut pas voir dans le fonds commun quelque chose de semblable au portefeuille de la Caisse Nationale des Retraites ou aux réserves mathématiques des Compagnies d'assurance qui appartiennent aux crédirentiers ou aux assurés, le fonds commun est constitué par une spoliation inaperçue d'eux-mêmes et commise à leur propre détriment¹.

Bien plus que le livret individuel le fonds commun peut prêter à l'égoïsme. Aussi longtemps qu'elle est pauvre, une Société peut ouvrir ses portes aux nouveaux adhérents pour grossir son patrimoine et son

¹ Lépine, *la Mutualité*, p. 125 et suiv.

fonds commun, et, devenue relativement riche, elle peut les fermer, pour arriver ainsi, selon M. Barberet, à la dissolution volontaire pour se partager un capital réuni par leurs devanciers¹.

On pourrait voir encore une Société riche, devant le trop grand nombre de demandes d'admission, élever son droit d'entrée et exclure ainsi de son sein les pauvres qui en ont le plus besoin.

Il n'est pas douteux que ce n'est pas à un pareil résultat que veulent arriver les mutualistes : priver de la mutualité ceux au profit desquels elle a voulu se constituer, les humbles, et c'est pourtant le résultat que produit le fonds commun.

L'initiative individuelle est encore enrayée dans la Mutualité par l'assistance qui se manifeste dans le fonctionnement des Sociétés de Secours mutuels sous deux formes : assistance privée et assistance publique.

L'assistance privée est représentée par les dons et legs et surtout par les cotisations des membres honoraires. Ces cotisations sont confondues avec celles des participants eux-mêmes et forment la plus grande part des versements annuels au fonds commun.

Appliquée aussi aux sociétaires, indistinctement, l'assistance privée est illégitime. « Elle paralyse ou déprime les énergies, abaisse les caractères, obscurcit le sentiment de dignité personnelle ; bref, elle fait plus de mal que de bien. Elle est inconciliable avec l'idée de prévoyance, qui n'est autre que celle de la respon-

¹ Commentaire de la loi du 1^{er} avril 1898.

sabilité personnelle, le devoir de chacun étant de subvenir lui-même à ses besoins par le travail et par l'épargne au lieu de s'abandonner dans l'inertie et de se laisser choir plus ou moins à la charge d'autrui. De quelque vague et spécieux prétexte de solidarité qu'elle s'autorise, cette assistance est une véritable injustice commise par les bienfaiteurs, une véritable déchéance, acceptée et subie, recherchée même hélas ! par les obligés pour qui cette aumône n'est point justifiée par un besoin réel et pressant¹ ».

Si l'on supprime l'assistance privée, c'est anéantir purement et simplement la Mutualité, puisque la principale de ses ressources ne serait plus. Telle n'est pas l'idée de M. Lépine, il veut une répartition plus conforme à la justice et aux besoins de chacun. Il arrive souvent que, dans une Mutualité, le malheur frappe quelques-uns de ses membres et les empêche de payer leurs cotisations, dans ces cas, les membres honoraires pourraient acquitter ces cotisations. Ils pourraient prendre à leur charge les cotisations de jeunes gens pauvres et les inciter à produire un effort personnel, ou bien encore augmenter la retraite d'un vieillard resté seul et sans appui. Mais, dans tous ces cas, bien entendu, il faudrait une judicieuse application de l'assistance.

L'assistance publique consiste soit en subventions départementales ou communales, soit en subventions de l'Etat.

Départementales, communales ou de l'Etat, ces sub-

¹ Lépine, *la Mutualité*, p. 136.

ventions, au profit d'une association, d'une collectivité, encourent les reproches d'infécondité et d'immoralité, plus haut formulés contre l'assistance privée. Elles sont, en outre, à franc parler, injustes. Sous une autre étiquette, elles assimilent le Mutualiste aux miséreux, clients de l'assistance publique. Elles mettent à la charge de tous les citoyens une classe d'individus, peu fortunés sans doute, mais non cependant tout à fait dénués de ressources. Le Mutualiste, secouru par l'Etat, ne s'adresse plus à la générosité spontanée de chacun, il pèse obligatoirement sur la nation entière en aggravant les charges sociales pour un intérêt purement privé.

Toutes ces critiques prouvent que les qualités nécessaires à la bonne assurance manquent à la Mutualité, nous les retrouvons dans l'organisation des Sociétés d'assurances, elles en sont la base, elles ont fait de l'Assurance une véritable science. Mais la rigoureuse application d'une science est dépourvue de toute idée de charité ou de philanthropie, et éloigne ainsi de son domaine tous ceux qui en ont le plus besoin. Les Compagnies d'assurance, pour donner ce qu'elles promettent, sont obligées d'en exiger une exacte contrepartie. Le seul et véritable but de la Mutualité, en l'état actuel des choses, sera de pallier à cet inconvénient de rigueur. Elles permettront ainsi à toute leur clientèle, généralement peu aisée, de profiter des avantages de l'assurance, sans leur donner, elles-mêmes, ces garanties, puisqu'elles en sont encore incapables.

L'organisation que nous allons proposer en matière

d'assurance est l'application de ce rôle qu'elles doivent uniquement jouer.

III. — DU RÔLE DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS EN MATIÈRE D'ASSURANCE POPULAIRE

L'inaptitude des Sociétés de Secours mutuels à faire l'assurance est nettement établie par l'opinion d'un spécialiste en matière d'assurances, M. Léon Marie «... Ces Sociétés tout à fait locales, écrit-il, devraient s'interdire absolument l'assurance au décès et la constitution de retraites garanties. Ces deux dernières formes de la prévoyance nous paraissent encore plus utiles que les assurances contre les maladies ; mais elles ne peuvent être organisées que par des associations beaucoup plus vastes et plus nombreuses que les précédentes¹. »

Toutefois cet auteur émettait l'idée qu'on pourrait attribuer la gestion des assurances au décès (et aussi des retraites garanties) à des unions formées dans ce but spécial par les Sociétés locales. La loi de 1898 s'est inspirée de cette idée lorsqu'elle a autorisé les Unions. Mais nous savons qu'en fait ces unions sont rares. D'autre part, à défaut d'elles-mêmes ou d'unions, M. Marie fait observer que les Sociétés de Secours mutuels pourraient servir d'intermédiaires entre leurs membres et la Caisse Nationale des Retraites ou, à son défaut, les Compagnies d'assurances mieux organisées que la Mutualité à cet effet. Leur intermédiaire pourra

¹ *Rapport au Ministre de l'Intérieur*, publié en 1893.

permettre à ces Compagnies d'étendre leurs opérations à la classe ouvrière d'une façon plus efficace.

On peut faire encore valoir à l'appui de l'intervention des Compagnies d'assurances sur la vie, une considération qui peut avoir sa portée. La loi du 17 mars 1905 — relative à la surveillance et au contrôle des Sociétés d'assurances sur la vie et de toutes les entreprises dans les opérations desquelles intervient la durée de la vie humaine — complétée par les décrets des 17 mars, 7 et 20 mai 1905, 20 janvier, 12 mai, 9, 22 et 25 juin 1906, offre à la clientèle de ces Compagnies des garanties spéciales sur lesquelles la clientèle des Sociétés de Secours mutuels, régies par la loi du 1^{er} avril 1898, ne peuvent compter. Les prescriptions de la loi de 1898, relatives aux Unions et aux Caisses autonomes, ne sont pas aussi rigoureuses.

En définitive, le seul rôle qu'en matière d'assurance populaire les Sociétés de Secours mutuels soient capables de remplir heureusement est celui d'intermédiaires avec la Caisse Nationale des Retraites ou, mieux, les Compagnies d'assurances. En se bornant à la collecte des épargnes qu'elles remettraient à ces Compagnies, les Sociétés de Secours mutuels feraient acte de sagesse et de prudence. Elles rendraient à la classe des humbles des services plus grands que ceux qu'elles ont la prétention de lui rendre, en se chargeant de faire elles-mêmes des assurances au décès, engageant ainsi leur responsabilité dans une voie bien difficile.

Ce rôle d'intermédiaire n'est pas absolument un monopole réservé à la Mutualité. Tout groupement, quel qu'il soit, est apte à remplir le même rôle. Les

syndicats professionnels, les grandes administrations commerciales (banques, grands magasins, etc.) peuvent se servir de leur organisation pour utiliser, au profit de leurs membres, cette institution de l'assurance populaire.

La Mutualité, se basant uniquement sur la solidarité, nous a paru cependant plus apte à remplir ce rôle. Elle sera une cause d'expansion de cette institution et en facilitera l'application.

Son rôle sera donc moral et pratique.

A. — Du rôle moral de la Mutualité. — Ce sera tout d'abord un rôle d'éducateur et de propagande que les Société de Secours mutuels devront accomplir.

Le peuple ignore l'assurance au décès. C'est pour lui une garantie trop coûteuse qu'il n'apprécie pas. Le niveau intellectuel inférieur de la classe ouvrière, ne lui permet pas de comprendre la portée exacte du risque de décès. L'ouvrier épargne pour lui, la retraite pour la vieillesse est son principal objectif. Il voit, d'un mauvais œil, que sa mort soit un profit pour les autres. Il faut donc, tout d'abord, lui faire comprendre la nécessité pour lui de ne pas laisser les siens dans la misère, et, chose plus difficile encore, lui faire comprendre cette nécessité avant qu'il ne l'ait éprouvée lui-même, c'est-à-dire avant son mariage, puisque le principe de l'assurance populaire veut qu'un pareil contrat soit souscrit au plus jeune âge. Tout autant d'enseignements que, seule, l'association mutuelle peut donner.

Le prix de l'assurance-vie est élevé, la capitalisation

faite par ce contrat est presque nulle, mais quand l'ouvrier aura compris son mécanisme, il appréciera à sa juste valeur le service rendu. S'il vit, il sentira que c'est le lien de solidarité qui l'a uni implicitement à ses coassurés, qui est la cause de ce minime sacrifice pécuniaire, et s'il meurt, cette solidarité sera profitable aux siens. La modicité de la prime, tout en l'obligeant à l'économie, aura comme contre-partie un capital dont la valeur est appréciable.

L'assurance est coûteuse sans doute, mais l'ouvrier devra comprendre que l'assureur a des frais et que cette cherté est une garantie de plus à sa sécurité et qu'elle est le résultat de la solidarité qui l'unit aux autres assurés.

D'autre part, l'association mutuelle, par cette diffusion de l'assurance au décès, lutte contre l'insouciance du travailleur, en lui enseignant la gravité des risques dont sa famille est menacée par sa disparition.

En participant davantage à l'établissement de cette assurance, les membres d'une Société mutuelle en comprendront mieux le mécanisme et les difficultés.

B. — Du rôle pratique. Collaboration à l'œuvre des Compagnies. — Les Sociétés de Secours mutuels, outre cet appui moral, devront prêter un concours effectif aux Compagnies d'assurances.

M. Chaufton a habilement distingué l'assurance préventive et l'assurance réparatrice. Pour cet auteur c'est à l'Etat qu'incombe la première de ces assurances en prenant une série de mesures pour empêcher les effets nuisibles de la nature de se produire. Telles sont,

par exemple, les réglementations sur l'habitation, l'hygiène, les dispositions prises, en vue des sinistres, de quelque nature qu'ils soient.

Cette démarcation est très exacte si l'on considère l'assurance, comme elle est exploitée actuellement par les Compagnies. Celles-ci sont des entreprises commerciales qui offrent leur marchandise au public. Peu leur importe les origines du risque ; elles s'efforcent d'en éliminer les pires pour n'en prendre que les normaux. Il n'y a, à part les conditions d'un contrat rigoureux, aucun rapport entre elles et les personnes qui leur achètent cette garantie. En matière d'assurance populaire, c'est une lacune fâcheuse ; pour la combler, il faudra un contact plus direct avec leur clientèle ; les Compagnies devront faire œuvre plus sociale en se mettant à la portée d'une classe qu'elles ont négligée jusqu'à ce jour.

Avant que l'assurance-vie soit en vigueur et pour qu'elle reste en cours, il y a une série d'opérations dont les compagnies se chargent, mais qu'elles font payer à leurs assurés. Si les Sociétés de Secours mutuels prennent la responsabilité de cette préparation de l'assurance, les frais généraux des Compagnies seront d'autant allégés. Celles-ci ne feront donc plus l'office que de caisses communes encaissant les primes, payant les sinistres et administrant les fonds. Ainsi se trouve établie la collaboration effective que la Mutualité devra fournir à l'institution de l'assurance populaire.

La Société de Secours mutuels peut être d'abord le mandataire de la Compagnie pour le recrutement des assurés. Elle remplit ainsi le rôle d'agent, il est juste

que la Compagnie lui alloue la commission qu'elle réserve à l'intermédiaire. La Société de Secours mutuels en fera profiter à son tour son membre; elle a sur l'agent la supériorité appréciable de ne pas chercher à faire une affaire et de proportionner la prime de son client, un de ses membres, aux ressources de celui-ci. Le caractère désintéressé de l'action de la Mutualité évite ce danger.

La Société de Secours mutuels peut ensuite donner à l'assurance populaire toutes les qualités que nous lui avons fixées précédemment en aidant effectivement les Compagnies dans leur tâche.

Reprenons une à une ces qualités.

Tout d'abord, ce sera à la Société de secours mutuels à évaluer le montant du capital destiné à l'un de ses membres, elle appréciera, sur des données précises, si le montant de ce capital est en proportion des ressources du proposant et répond suffisamment à ses besoins. Nous avons établi que ce capital pourra varier entre 3.000 et 5.000 francs. Naturellement et conformément à l'article 28 de la loi de 1898, la participation de l'Etat, en cette matière, ne pourra exister que jusqu'à concurrence de 3.000 francs, mais rien n'empêchera le mutualiste de souscrire à ses risques et périls un capital supérieur.

La renonciation à l'examen médical a conduit les Compagnies d'assurances populaires à refuser toute allocation, lorsque le sinistre se produit à une date rapprochée de la souscription de l'assurance. Cette période, dite d'attente, ramène l'assuré, victime d'un sinistre dans ces délais, à la même situation que s'il

n'avait pas souscrit d'assurance. Pour bénéficier immédiatement de la garantie, les Compagnies exigent un examen médical, mais c'est encore pour l'assuré des frais, puisqu'il est obligé de les payer, ceux-ci étant compris dans le chargement de la prime. La Société de secours mutuels pourrait les prendre à sa charge, en faisant passer cette visite, d'accord avec les Compagnies, par son médecin attitré, dont la visite serait, nous n'en doutons pas, aussi consciencieuse que celle du médecin de la Compagnie, et aurait l'avantage d'être moins coûteuse.

Dans le cas où la visite médicale ne serait pas passée, ou que le médecin concluerait au refus du proposant, la Société de secours mutuels pourrait alors apprécier si elle doit, pendant cette période d'attente, prendre à sa charge ce risque, en partie tout au moins. Il faudrait néanmoins un examen approfondi des besoins de l'intéressé et éviter que son entrée dans la Société n'ait été motivée uniquement en vue de ce secours.

Le but de l'assurance populaire ne serait pas atteint, avons-nous dit, si l'assuré était trop facilement déchu de ses droits. Il faut donc donner à l'assuré la certitude d'obtenir pour les siens une allocation en cas de sinistre. La déchéance est pour lui une perpétuelle menace. Elle frappe de stérilité l'effort de prévoyance, au lieu de faciliter l'épargne, elle engloutit ses fruits et supprime ses effets. Elle atteint précisément l'assuré qui a le besoin le plus impérieux de secours, après avoir absorbé une partie de ses ressources, elle lui fait refuser tout subside de l'Assurance. Elle décourage l'effort ultérieur, elle est la négation de la diffusion de

la prévoyance. Et pourtant, l'assureur ne peut supprimer la déchéance ; quand il offre une garantie, il est obligé d'en exiger la contre-partie. L'assureur, d'une part, impose la déchéance pour s'exonérer du risque de fournir une allocation sans avoir reçu les primes corrélatives. En l'absence de déchéance, le non-paiement de la prime est pour l'assureur un sinistre subi à ses risques, puisqu'il subit une perte : pour le supporter, il doit toucher une prime, or, il ne l'a pas perçue.

L'assuré, d'autre part, peut être involontairement dans l'impossibilité de payer sa prime, et ce seul fait du non-paiement de cette prime annihile tout son effort antérieur.

La Compagnie est obligée d'appliquer rigoureusement ses conditions, et ce, dans l'intérêt même des autres engagements qu'elle a pris vis-à-vis des assurés. C'est alors que la solidarité mutuelle entre en jeu et doit pallier à cet inconvénient, en prenant le lieu et place de l'assuré vis-à-vis de la Compagnie pour acquitter le montant de la prime. Dans ce cas, l'assistance privée peut faire œuvre utile et louable. Le concours pécuniaire des membres honoraires s'explique heureusement alors. Ils peuvent acquitter directement les primes de leurs membres dans le besoin, soit que cette gêne provienne de cause indépendante de leur volonté (maladie ou chômage), soit qu'elle provienne d'un surcroît de charges familiales (famille nombreuse). Si cette intervention trop directe envers des mutualistes blesse leur amour-propre, les cotisations des membres honoraires peuvent former un fonds de secours sur le montant duquel les primes seraient payées.

C'est bien ainsi que M. Lépine a compris l'assistance privée. « L'assistance proprement dite accroîtra le nombre de ceux qui participent aux bienfaits de la mutualité et elle ajoutera à ces bienfaits pour les plus nécessiteux. Faisant de l'effort personnel de l'obligé la condition première de son intervention, elle le stimulera, au lieu d'être une prime à l'imprévoyance et à la paresse; et faisant de la continuité de cet effort la condition de sa propre durée, elle cessera dès qu'elle ne sera plus indispensable. Aider les plus pauvres à s'élever jusqu'à ce niveau où l'homme se suffit à lui-même; resserrer le lien social par cette reconnaissance mutuelle qui va du bienfaiteur à l'obligé, non moins que de l'obligé au bienfaiteur : tel sera son rôle vraiment moralisateur et salubre pour tous¹. »

Pour supprimer les déchéances sans le concours de l'assistance mutuelle par le simple jeu de l'épargne, M. le professeur Hitze préconise le système suivant :

Il substitue à la prime périodique, une série de primes uniques dont l'échéance et le montant sont laissés à la libre volonté de l'assuré, garantissant à elle seule un certain capital. Ce système est pratiqué par l'Etablissement d'assurances ouvrières de Stuttgart. Il a le mérite de subordonner l'effort de prévoyance aux ressources de l'assuré, mais il l'inconvénient de tenir plus à l'épargne qu'à l'assurance, étant donné la modicité du capital correspondant à chaque prime unique.

Le système de M. Peter est supérieur, car il laisse à l'Assurance son libre cours. Outre la prime périodique,

¹ Lépine, *la Mutualité*, p. 240.

l'assuré a le droit de verser une série de primes uniques à sa volonté ; le montant de celles-ci est destiné à prévenir la déchéance qui peut atteindre le capital garanti par celles-là ; dans ce but, en cas de non-paiement des primes périodiques, le montant des primes uniques de l'année est imputé au compte des primes périodiques dont il vient parfaire l'insuffisance.

Ces deux systèmes suppriment, il est vrai, l'assistance, mais ni l'un ni l'autre n'offre à l'assuré la certitude d'un capital suffisant, puisqu'ils exigent tout de l'assuré qui, dans la difficulté, a besoin d'un aide qu'il ne pourra pas indéfiniment trouver dans son épargne passée.

L'intervention des Sociétés de secours mutuels permet enfin de diminuer les frais d'administration occasionnés par l'encaissement de primes minimales. L'absence de recherches de bénéfices, et l'introduction de concours des intéressés permettent aux Sociétés de secours mutuels de réaliser l'assurance populaire avec des frais inférieurs à ceux qui grèvent les Compagnies, assumant à elles seules la réalisation de cette institution.

Tout d'abord, la Société de secours mutuels encaisse les primes, ce qu'elle peut faire facilement, en se servant de son organisation et de ses adhérents eux-mêmes, qui n'exigent aucune rémunération de ce fait. Elle verse directement à la Compagnie assureur le montant de ces encaissements. Cet encaissement global facilite ainsi leurs écritures, la comptabilité propre à chaque contrat devant être faite par la Société de secours mutuels. Le paiement du capital, en cas de sinistre, sera effectué aux bénéficiaires par son inter-

médiaire, ceux-ci n'ayant à traiter qu'avec la Société mutuelle qui réclamera à la Compagnie le montant du capital sur justification du compte en règle du décédé.

De cette manière, les primes seront encaissées aux frais de la Société mutuelle, sans que la Compagnie ait à subir les conséquences onéreuses du morcellement des primes.

Cette économie de personnel produit ainsi une économie notable. Ainsi, en Allemagne, l'Association prussienne des employés ne consommait en frais d'administration que 1,63 pour 100 des recettes annuelles à une époque (1900) où l'ensemble des institutions allemandes d'assurances populaires, pour les mêmes éléments, accusait un chiffre de 11,32 pour 100.

De même, l'Etablissement d'association ouvrière d'épargne de Stuttgart ne comporte qu'une majoration de 20 pour 100 de la prime nette, tandis que les Compagnies d'assurances populaires majorent leurs primes jusqu'à 60 pour 100.

Cette collaboration des Sociétés de secours mutuels permet ainsi aux Compagnies d'assurance d'étendre leur champ d'action dans une classe où jamais elles ne se sont encore exercées, tout en répandant un bienfait social, complément indispensable de l'assurance contre l'incapacité du travail. Or, cette perte de la capacité du travail peut résulter non seulement de la maladie, de l'accident, du chômage, mais aussi du décès. L'assurance-invalidité n'exclut pas l'assurance en cas de décès, elles se complètent l'une l'autre, surtout quand l'assurance au décès devient, en cas de vie, une assurance-vieillesse.

En s'adjoignant ainsi l'assurance populaire, les Sociétés de secours mutuels termineront heureusement leur tâche en matière d'assurances sociales.

Ainsi comprise, l'intervention des Sociétés de secours mutuels dans le service de l'assurance populaire diffère essentiellement d'autres conceptions présentées pour son établissement. Telle n'est pas, notamment, celle offerte par le Syndicat ouvrier allemand¹.

Cette conception s'inspire d'un procédé tout autre. L'exploitation de l'assurance populaire serait unique pour le pays tout entier, sous la forme d'une grande Banque centrale, et aurait pour succursales les Syndicats locaux, pour agents les administrateurs et les caissiers de ces Syndicats. Mais il y a loin de cette centralisation étroite à la souplesse et à la variété des Sociétés de secours mutuels. Leur intervention revêt un caractère exceptionnel de facilité et d'étendue par les diverses modalités dont elles disposent, et par les avantages que l'assurance populaire peut procurer à la fois aux Sociétés d'assurances organisées à cet effet, et aux classes laborieuses.

¹ *Correspondenzblatt der Generalkommission der Gewerkschaften Deutschland*, 13 mai 1905.

CHAPITRE IV

CONCLUSIONS

En définitive, l'organisation rationnelle, scientifique et solide de l'Assurance populaire implique essentiellement le concours des Compagnies d'assurances, des Sociétés de secours mutuels et de l'État. Tous les progrès dont cette institution est susceptible ne se réaliseront que par l'entente des deux premières, et par l'aide morale que pourra leur apporter l'État.

L'Assurance populaire destinée à parer aux risques croissants qui menacent tous les jours l'ouvrier dans l'exécution de ses devoirs familiaux, doit être considérée comme un véritable bienfait, susceptible d'améliorer son bien-être physique et moral.

L'influence sociale de l'Assurance populaire dans les milieux ouvriers à l'étranger est considérable. Par ses vues moins restreintes, cette institution aura une portée d'autant plus grande que perfectionnée et complétant l'assurance-vieillesse, elle deviendra aussi indispensable.

I

Les Compagnies françaises sont les premières inté-

ressées au développement de l'Assurance populaire. Jusqu'à ce jour, elles n'ont fait aucune tentative en ce sens et pourtant elles peuvent contribuer à son expansion pour une large part.

« Les Compagnies françaises, écrit M. Augustin Rey, semblent donc arrivées à une période de leur histoire qui nécessite une orientation nouvelle de leurs opérations. Elles n'ont pas encore créé dans le pays ce courant déjà si puissant à l'étranger qui entraîne vers l'Assurance les plus modestes citoyens. Elles se sont montrées peu favorables, presque même hostiles, lorsque la Mutualité, sous la puissante impulsion de M. Léopold Mabilleau, a tenté un effort pour les entraîner vers cet immense champ d'action, en démocratisant l'assurance¹. »

Les Mutualistes ont reproché aux Compagnies de poursuivre un but plutôt commercial que social. En ceci, ils n'ont pas complètement tort, mais en comprenant la portée d'une telle entreprise dont les Compagnies n'assumeront pas à elles seules les charges, tout en conservant leurs visées commerciales, ce qui est naturel, elles feront œuvre sociale.

L'importance des frais généraux est pour elle un sérieux obstacle, mais il n'existe plus puisque les Sociétés de secours mutuels les prendront à leur compte. Les Compagnies hésitent encore à s'engager dans cette voie parce qu'elles redoutent un échec. La classe laborieuse qui porte aux Caisses d'épargne sou par sou, des sommes importantes le fera-t-elle avec autant de

¹ Augustin Rey, les Compagnies d'assurances et l'assurance populaire (*la Revue*, 1^{er} avril 1908).

facilité vers les grosses entreprises commerciales, symbolisant pour elle une des formes du capital? L'Etat en soumettant les Compagnies à son contrôle, leur a donné le moyen d'acquérir la confiance de la petite épargne. Et il ne faut pas oublier que ces millions qu'elles étalent ne sont pas leur propriété, mais bien leurs engagements vis-à-vis des assurés. Leur richesse est une sécurité.

« Si l'étranger, dit M. Georges Hamon, n'offre pas aux Sociétés d'assurances sur la vie, une hospitalité très large, n'existe-t-il pas pour elles un débouché nouveau qui leur procure d'autres sources de revenus rémunérateurs? N'ont-elles pas en dehors du profit qu'elles en peuvent tirer, un devoir social à remplir, des innovations à faire qu'appelle de tous ses vœux l'épargne populaire¹? »

On ne peut voir sans le regretter, les Compagnies laisser des Sociétés peu sérieuses accaparer la petite clientèle par l'appât de gains trop souvent aléatoires. La désillusion qui s'en suit pour la petite épargne ainsi trompée, englobe dans un jugement défavorable et les Compagnies sérieuses et leurs opérations.

Il n'est pas douteux, qu'aidées par les Sociétés de secours mutuels, cette opinion n'existera plus, et s'il y a un moment d'hésitation de la part de la classe ouvrière, lorsque celle-ci aura vu le sérieux des opérations, la certitude des promesses, la garantie certaine que leur octroient les Compagnies, elle n'éprouvera pas plus d'aversion et montrera autant de confiance

¹ L'Assurance populaire (*l'Assurance moderne* du 20 février 1909).

pour les Compagnies que pour les autres Institutions de prévoyance.

Si elles hésitent encore, l'exemple de l'étranger où cette assurance est si heureusement développée, devrait les inciter définitivement dans cette voie. Pourquoi ne réussiraient-elles pas en France où la puissance d'épargne est plus considérable ?

Mais comme le dit si justement, M. Augustin Rey « elles ont trop jalousement gardé, dans les idées directrices qui inspirent leur administration trop fermée, des doctrines conservatrices, que le grand mouvement social qui emporte les nations modernes, n'a pu entamer encore ».

A elles de secouer leur torpeur, de comprendre qu'elles ont un rôle à jouer dans la société, qui pourrait bien leur reprocher un jour de l'avoir trop oublié.

Elles ne doivent pas se borner aux tentatives hésitantes de quelques-unes d'entre elles, mais engager l'assurance populaire sur une grande échelle.

Tout leur facilite cette entreprise. Les réserves considérables qu'elles ont amassées donneront plus de sécurité à cette initiative, elles ont un passé d'expérience qui les guidera dans cette nouvelle voie, et l'aide et la confiance que la Mutualité leur accordera, sont une garantie de succès.

II

En s'adressant directement à la classe ouvrière, les Compagnies se heurtent à des difficultés plus tangi-

bles. Pour vaincre la méfiance de la classe à laquelle elles vont s'adresser, il leur sera indispensable d'avoir un intermédiaire ayant la confiance des modestes, de là le rôle des Sociétés de secours mutuels. Par sa nature même, cette institution engendre des frais généraux énormes : pour s'en indemniser, les Compagnies augmentent ou pour employer un terme technique « chargent » les primes. Ce système aurait pour résultat cette invraisemblance d'une assurance pour les classes modestes plus onéreuse que celle à l'usage des classes riches.

Pour éviter cet inconvénient, les Sociétés de secours mutuels prennent à leur charge ce surcroît de dépense. Supportées par la masse, soit sous la forme pécuniaire, soit sous celle de concours désintéressés, ces charges sont plus légères pour le Mutualiste assuré.

Pour procurer aux travailleurs l'assurance au décès, les Sociétés de secours mutuels manquent d'une organisation rationnelle scientifique. La liberté que leur octroie la loi de 1898 de garantir le risque de décès ne les a pas tentées; elles ont préféré s'abstenir. Les Mutualistes eux-mêmes constatent que l'assurance sur la vie dans les milieux populaires exige une haute pratique des affaires. La longue expérience des Compagnies peut seule les aider.

Mais accepter cette collaboration, c'est implicitement avouer leur inaptitude en la matière. Pourtant, faire cet aveu, quelque amertume qu'elles en aient, serait sagesse, car leurs adhérents profiteraient ainsi plus vite d'une sécurité plus certaine.

Les Sociétés de secours mutuels ne se contenteront

pas de jouer ce rôle purement matériel; elles atténueront, au moyen de l'assistance mutuelle, le mécanisme rigide et aveugle de l'assurance qui ne distingue pas entre les individus. Les Mutualistes, en d'autres termes, apporteront leur soutien à ceux d'entre eux plus éprouvés par la gêne ou la misère. A plus forte raison pensons-nous que les membres honoraires pourront prêter utilement leur concours à cette institution, en acquittant en totalité ou en partie les primes de sociétaires méritants, chargés de famille ou trop pauvres pour les payer eux-mêmes, évitant ainsi les déchéances du contrat d'assurances qui frappent toujours ceux qui en ont le plus besoin.

Ainsi, grâce à la Mutualité, le contrat d'assurance populaire portera tous ses fruits.

III

En cherchant à développer par l'assurance les idées de prévoyance, les Sociétés d'assurances et les Mutualités peuvent remplir une tâche d'une utilité incontestable. L'éducation morale qui découle de l'assurance libre et volontaire peut avoir une incomparable portée. L'assurance libre prépare l'assurance obligatoire et évite ainsi l'assurance par l'Etat, car l'assurance obligatoire n'implique pas nécessairement le monopole de l'Etat. « Dans l'obligation générale de l'acte de prévoyance, il ne faut pas supprimer la liberté dans le choix des moyens¹. »

L'Etat, en matière d'assurances libres, a néanmoins

¹ Léon Bourgeois, 1901, Discours prononcé à l'occasion d'un banquet offert à M. L. Mabileau.

des devoirs à remplir. Il a tout intérêt à développer les œuvres de prévoyance, puisque, avons-nous dit, ses charges d'assistance sont allégées d'autant. Ses moyens d'action sont si grands ! En matière d'assurance populaire, il peut exempter les polices de l'impôt ; il peut faciliter l'entente des Compagnies et des Mutualités, approuver cette institution et augmenter ainsi la confiance de la classe ouvrière pour cette sorte d'opération.

Là ne se borne pas son rôle ; il a un droit de contrôle et son intervention sous cette forme est d'autant plus active qu'il y a de plus gros intérêts en jeu et que ces intérêts, comme dans l'assurance populaire, se rapportent à la petite épargne. On ne peut donc qu'approuver le soin que l'œuvre législative met à lui confier le patrimoine du pauvre.

Le devoir, qui incombe aux pouvoirs publics de garantir à la collectivité les bienfaits de l'ordre a motivé l'intervention du législateur sur le terrain de l'assurance sociale. Toutefois, si ce devoir explique l'action législative, il ne saurait en justifier les excès. On ne peut donc que regretter l'allocation de subventions qui énervent l'initiative individuelle et grèvent les finances publiques, sans avantage définitif pour les intéressés eux-mêmes.

IV

Nous voici arrivé au terme de notre étude. Nous avons vu ce qu'est et ce que doit être l'assurance populaire : Une garantie du travailleur envers sa famille

contre le risque de décès inopiné ; les conditions nécessaires à son extension : Minimum de frais d'encaissement, maximum de fractionnement des primes, concours d'institutions existantes.

Des considérations que nous avons essayé de développer, il ressort que les Compagnies d'assurances et les Sociétés de secours mutuels peuvent beaucoup pour le développement de l'assurance populaire et d'autant plus qu'elles se prêteront, les unes aux autres, une assistance plus loyale et plus active.

Les Compagnies d'assurances détiennent, pour la plupart, des capitaux considérables ; richesse oblige, celles qui l'ont acquise ont des devoirs sociaux à remplir. Les Compagnies d'assurances fonctionnent depuis longtemps ; elles ont acquis une expérience technique dont il convient que tous profitent. Les Sociétés de secours mutuels n'offrent guère ces avantages, mais elles comptent déjà parmi leurs membres, beaucoup de ceux à qui est destinée l'assurance populaire. Surtout, elles sont plus rapprochées de ces futurs bénéficiaires, plus propres à leur enseigner l'assurance populaire et à leur inspirer la confiance nécessaire.

L'organisation, les travaux techniques, l'appui financier seraient le lot des Compagnies d'assurances ; le groupement des assurés, le fonctionnement des services de recouvrement et de distribution, celui des Sociétés de secours mutuels. Ainsi se réaliserait un nouveau progrès. De l'Assurance populaire sortirait pour presque tous un peu plus de bien-être, un peu plus de sécurité, un peu plus de justice. L'inégalité,

devant les malheurs qui nous assaillent, en serait diminuée; la haine entre hommes de même origine et de conditions différentes en serait atténuée. Ce serait un nouveau pas dans la voie de la solidarité.

Vu, le 9 novembre 1909.

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

R. GONNARD

Vu :

LE DOYEN,

Lyon, 17 novembre 1909.

FLURER

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 18 novembre 1909.

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,

P. JOUBIN.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
BIBLIOGRAPHIE	5
INTRODUCTION	7
 CHAPITRE PREMIER. — DE L'ASSURANCE POPULAIRE . . .	 13
I. <i>Son utilité</i>	13
II. <i>Ses qualités.</i>	16
1° Faible importance du capital assuré. . . .	17
2° Non absolue nécessité d'une visite médicale .	21
3° La réduction au minimum des causes de déchéance de la police.	24
4° Modicité des primes et leur fractionnement au maximum	26
5° Minimum des frais d'encaissements	35
L'assurance des enfants	39
 CHAPITRE II. — DES MANIFESTATIONS DE L'ASSURANCE POPULAIRE	 44
a) <i>Angleterre</i>	44
b) <i>Allemagne</i>	53
c) <i>Etats-Unis</i>	54
d) <i>Suisse.</i>	57
e) <i>France</i>	62

CHAPITRE III. — L'ASSURANCE POPULAIRE ET LA MUTUALITÉ.	65
I. <i>La Société d'assurances et la Société de Secours Mutuels</i>	67
II. <i>Critiques de la Mutualité</i>	69
a) Fonds commun inaliénable	72
b) Incertitude de la méthode mutualiste	74
c) L'initiation individuelle dans l'assurance . .	77
III. <i>Du rôle des Sociétés de Secours Mutuels en matière d'assurances populaires</i>	82
A. — Du rôle moral de la Mutualité.	84
B. — Du rôle pratique. Collaboration à l'œuvre des Compagnies.	85
CHAPITRE IV. — CONCLUSIONS	94

